



Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Atlas Mountains Rural Development Project**

#### **Rapport de supervision**

#### **Rapport principal et appendices**

Dates de mission: 16/09/2019 - 4/10/2019

Date du document 02/12/2019

Identifiant du projet 2000001403

Numéro du rapport: 5228-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes

## Sigles et acronymes

AGR	Activité génératrice de revenus
ANDZOA	Agence nationale de développement des zones oasiennes et de l'arganier
ANOC	Association nationale ovine et caprine
AO	Appel d'offres
AT	Assistance technique
AUEA	Association d'usagers d'eau agricole
CES	Conservation des eaux et des sols
CPP	Comité provincial de pilotage
CRC	Comité régional de coordination
CP	Crédit de paiement
CPS	Cahier des prescriptions spéciales
CT	Commune territoriale
DCP	Document de conception de projet
DDERZM	Direction du développement de l'espace rural et des zones de montagne
DPA	Direction provinciale de l'agriculture
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DRF	Demande de retrait de fonds
ECD	Etat certifié de dépenses
EM	Equipe-métier
FDR	Fonds de développement rural
FIDA	Fonds international de développement agricole
GID	Gestion intégrée de la dépense
GIE	Groupement d'intérêt économique
GR	Génie rural
INDH	Initiative nationale de développement humain
MAPMDREF forêts	Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts
ONCA	Office national du conseil agricole
ONSSA	Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires
OPA	Organisation professionnelle agricole
ORMVAO	Office de mise en valeur agricole de Ouarzazate
PAC	Plans d'action communaux
PDRMA	Projet de développement rural des montagnes de l'Atlas
PMER	Petite et moyenne entreprise rurale
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PMV	Plan Maroc vert
PPDF	Plan participatif de développement de filières
PTBA	Programme de travail et budget annuels
SE	Suivi-évaluation
SI	Système d'information
SSE	Système de suivi-évaluation
SYGRI	Système de gestion des résultats et impacts ( <i>Results and impact management system</i> )
UGP	Unité de gestion du Programme

## A. Aperçu du projet

Région:	Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale	Niveau de risque du projet:	Problème potentiel
Pays:	Maroc	Catégorie	B
Nom du projet:	Atlas Mountains Rural Development Project	environnementale et sociale:	
N° du projet:	2000001403	Classification du risque climatique (PESEC):	2
Type de projet:	Développement Agricole	Institution chargée de l'exécution:	Ministère de l'Àgriculture, Développement Rural, des Eaux et Forêts
Chargé de Programme Pays:	Naoufel Telahigue		
Coordonnateur du projet:	Pas encore disponible		
Zone du projet:	3 provinces de Ouarzazate, Tinghir et Béni Mellal	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Office Régional de Mise en Valeur Agricole de Oquarzazate

Date d'approbation:	22/09/2016	Date de réception du dernier rapport d'audit:	30/06/2019
Date de signature:	19/06/2017	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	04/10/2019
Date d'entrée en vigueur:	19/06/2017		
Date d'éligibilité aux décaissements:	08/03/2018	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	2
Date du premier décaissement:	13/03/2018	Nombre de prolongations:	0
Date de la revue à mi-parcours:	Pas encore disponible	Délai d'entrée en vigueur:	9 mois
Date d'achèvement prévue:	30/06/2024		
Date d'achèvement actuelle:	30/06/2024		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

## Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	Near East, North Africa and Europe Division	\$1,422,000
	IFAD: KfW loan	\$45,080,000
Répartition du financement national	Beneficiaries	\$1,155,000
	National Government	\$13,594,000
Répartition du cofinancement		
Financement total du projet:		\$61,251,000

## Mission en cours

Dates de mission: 16/09/2019 - 4/10/2019

Jours sur le terrain: 14 jours

Composition de la mission: Mr. Naoufel Telahigue, Directeur Pays et Chef de mission; Mr. Chakib Nemmaoui, chargé d'appui au programme FIDA au Maroc, spécialiste en développement rural, chargé des aspects de mise en œuvre du projet et du partenariat institutionnel; Mr. Mohamed Hammoudou, Consultant, spécialiste en développement des filières animales; Mr El Moize Abdelmoumen, Consultant, spécialiste en développement des filières végétales; Mr. Fathi Goucha, Consultant spécialiste en génie rural; Mme Nathalie Gebrayel, Consultante, spécialiste en passation des marchés; Mme Zineb Slaoui, Spécialiste en développement rural, chargé de suivi évaluation/planification; et Mr. Mohamed Khlass, Consultant, spécialiste en gestion financière.

Lieux visités: Ouarzazate, Tanghir et Beni Mellal



## B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4

<b>Efficacité en matière de développement</b>	<b>4</b>	<b>Gestion du projet</b>	<b>4</b>
Efficacité	3	Qualité de la gestion du projet	3
Ciblage et portée	4	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	4	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	N/A	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	3
Nutrition	N/A	Performance du système de suivi-évaluation	3
Adaptation aux changements climatiques	4	Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)	5

<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>	<b>4</b>	<b>Gestion et exécution financière</b>	<b>3</b>
Institutions et participation à l'élaboration des politiques		Taux de décaissement acceptable	2
Établissement de partenariats	4	Qualité de la gestion financière	3
Capital humain et social et autonomisation	4	Qualité et ponctualité des audits	4
Qualité de la participation des bénéficiaires	5	Fonds de contrepartie	4
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	4
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles		Passation des marchés	3
Stratégie de retrait			
Potentiel de reproduction à plus grande échelle			

<b>Pertinence</b>	<b>5</b>
-------------------	----------

## C. Objectifs de la mission et principales conclusions

### Contexte et objectif principal de la mission

Dix mois après la première mission de supervision de Novembre 2018, une deuxième mission de supervision conjointe a séjourné au Maroc du 16 septembre au 04 octobre 2019, et avait pour objectifs de: (i) Analyser l'état d'avancement global (physique et financier), (ii) évaluer la performance du Projet et son impact préliminaire sur les populations rurales ciblées; et (iii) revoir et ajuster les éventuels éléments liés à la complexité de la conception afin d'améliorer la performance globale du Projet sur la période restante de sa mise en œuvre. De façon particulière, la mission a passé en revue le processus de passation des marchés, le système de suivi-évaluation en s'assurant que les données servant aux indicateurs du cadre logique sont collectées et analysées. Elle a évalué l'efficacité du dispositif de coordination du projet et la performance de l'Assistance Technique. La mission a fait également le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA 2019 et le suivi des recommandations de la mission de supervision précédente.

### Principaux accords de mission et conclusions

Le Projet a bénéficié d'une mission de de supervision et d'un appui sous forme de formation portant sur les procédures de passation de marchés du FIDA, le Suivi & Evaluation et la gestion financière (May 2018). Depuis la dernière supervision en Novembre 2018 et à quelques mois de la revue à mi-parcours, le niveau d'exécution et de décaissement du Projet reste globalement modeste à Beni Mellal à très limité à Ouarzazate. Cependant le projet peut toujours absorber les retards accusés. Le montant de l'avance initiale reçue sur le prêt s'élève à MEUR 1.5 (équivalent à 16.2 Millions de Dirhams). A la date de la mission, le projet a procédé à un paiement total équivalent à 18 353 738,18 MAD (après écoulement de 33% de la durée contractuelle). Concernant le Don, le montant de l'avance initiale reçue s'élève à MEUR 1.29 (équivalent à 13.9 Millions de Dirhams). A la date de la mission, le projet a procédé à des paiements totaux d'une valeur de MEUR 0.43 TTC (équivalent à 4.5 Millions de Dirham), correspondant à MEUR 0.36 HTVA (équivalent à 3.8 Millions de Dirham). Le niveau global des réalisations physiques est estimé à 10% (estimation quantitative des activités réalisées). L'amont des filières ont connu quelques avancée à Beni Mellal (Filière pommier), notamment pour la plantation arboricole, l'aménagement des points d'eau, la PMH, et les AGR. Les activités de l'aval se limitent encore à quelques études l'identification des sites et des bénéficiaires. En outre,

En outre, la mission a pris note des difficultés rencontrées par les équipes du projet pour la réalisation de certaines activités à cause de certaines faiblesses au niveau de la conception. La DDERZM a indiqué que la conception du projet (Document de conception et COSTAB) a été faite d'une façon jugée précipitée. De ce fait, certaines cibles ne sont pas atteignables voire même non réalisables (cas de l'extension de la pomme de terre à Béni Mellal, la projection de la plantation de cerisier et du pommier dans des conditions de stress hydrique et de baisse de nappes à Béni Mellal, sous-estimation de quelques coûts unitaires, division des coûts du projet d'une façon linéaire sur toute la durée du projet alors qu'au début, il est connu que les réalisations physiques ne peuvent avoir lieu...etc.). Les estimations du COSTAB sont largement en dessous des couts réels et ceci a eu un impact important sur la réalisation des PTBA et a pénalisé la performance globale du projet à date.

Dans l'objectif de redresser cette situation, rectifier les défauts de conception et améliorer la mise en œuvre globale du projet, le FIDA et le Gouvernement marocain se sont mis d'accord pour faire **avancer la revue à mi-parcours du PDRMA** et la réaliser pendant le premier semestre de l'année 2020 (avant fin avril). Ceci permettra de simplifier le projet, focaliser ses interventions sur des activités pertinentes et réalistes en termes de réalisation et de budgétisation.

Le FIDA et la partie marocaine sont d'accord sur les mesures convenues, notamment pour les mesures prioritaires suivantes:

- **Mise à jour du Manuel de procédures, du PTBA et du PPM 2019 et préparation des PTBA/PPM 2020:** La mission recommande à l'UCCP de soumettre au FIDA pour avis de non objection le PTBA 2019 modifié, accompagné d'un PPM conforme au modèle partagé avec les UCCP et les UGP tout en tenant compte des échanges qui ont eu lieu avec les équipes du Projet et les recommandations spécifiques de cette mission. Date butoir: 31 octobre 2019 pour le manuel et 15 octobre 2019 pour le PTBA et PPM 2019 révisés.
- **Comptabilité et système d'information (Outil SIDERZM):** La mission recommande la fixation de la date du 31 octobre 2109 comme date ultime pour valider l'outil SIDERZM, au-delà de laquelle le projet entamera les démarches pour l'acquisition d'un logiciel comptable, en concertation avec le FIDA. Date butoir: 31 octobre 2019.
- **Performance de l'AT:** La mission invite la DDERZM et les UGP à observer l'application des clauses du marché de l'AT, notamment la qualification des profils et la pertinence de leur expérience et de veiller au suivi et à l'évaluation annuelle des membres de l'AT. Elle recommande à la DDERZM d'entreprendre les mesures urgentes et nécessaires afin de remédier aux contraintes engendrés par les défaillances notées par la mission à Ouarzazate par rapport à la qualité de l'AT. Date butoir: Immédiate.
- **Conditions de travail du personnel de l'AT:** La mission invite la DDERZM à veiller à ce que l'ensemble du personnel affecté au projet, et notamment les employés de l'assistance technique, soient couverts par la sécurité sociale conformément à la réglementation en vigueur et à s'assurer auprès du bureau d'étude du versement régulier des cotisations exigées par la loi. Date butoir: Immédiate.
- **Passation des marchés.** Le recours au «DAO Type» dans les activités de passation de marchés doit être arrêté. Un dossier d'appel d'offres spécifique doit être préparé pour chaque marché avec des exigences techniques

spécifiques. Les seuils indiqués dans la lettre à l'emprunteur doivent être pris en considération avant de demander l'avis de non objection du FIDA. Les marchés qui ne dépassent pas les seuils ne seront pas préalablement revus par le Fonds. Date butoir: Immédiate.

- **Suivie et évaluation:** Assurer la conformité et l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation. Renseigner les indicateurs de base du cadre logique et adopter des fiches de suivi pour son actualisation. Date butoir: Immédiate.
- **Procédures SECAP:** La mission rappelle que les dispositions de la SECAP doivent être systématiquement et obligatoirement respectées. A ce titre, le manuel de procédures devra être révisé pour les intégrer et les équipes du projet doivent être sensibilisées. Date butoir: Immédiate
- **La revue à mi-parcours du Projet** La mission et les UGP ont convenu de programmer la RMP durant le 1er semestre 2020.. Date butoir: Avril 2020.

## D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Après 27 mois de son démarrage, la mise en œuvre globale du projet connaît des difficultés importantes. Le taux de réalisation physique du PTBA de 2019 est globalement nul, aussi bien à Ouarzazate qu'à Beni Mellal (Pour ce dernier, certaines activités, éligibles de nature, ont été réalisées en dehors du PTBA). En outre, les équipes du Projet ont souligné le fait que les estimations des coûts des activités ont été largement sous-estimés lors de la formulation du Programme. Ceci a conduit à des difficultés importantes de planification et de budgétisation et de mise en œuvre du PTBA.

A Ouarzazate, la qualité des prestations fournies par les AT est en deçà des attentes. Le taux de rotation au niveau des experts de l'AT est de 100 %. Il est jugé important et constitue une contrainte majeure dans le contexte actuel où les capacités techniques sont sérieusement limitées pour assurer un accompagnement de qualité de la mise en œuvre du Projet. Les changements fréquents qui sont opérés au niveau des équipes de l'AT (profils ne répondant pas aux exigences du marché d'AT) ont conduit à des difficultés de suivi et de maîtrise de la mise en œuvre du projet (particulièrement à Ouarzazate). La mission a également noté des faiblesses au niveau de la coordination entre les UGP et les équipes de l'AT à Ouarzazate.

Etant donné qu'aucune évaluation des membres de l'AT n'a été opérée par l'ORMVAO, une analyse des dossiers des membres de l'AT par la mission révèle que: (i) 24% de la mobilisation de l'AT a été consommé. (ii) 4 profils uniquement parmi 13 sont considérés répondant aux clauses du marché susmentionné. (iii) 4 profils sont considérés non pertinents de par leur diplôme présentés et/ou le nombre d'années d'expérience dans des domaines similaires (iv) certaines activités notamment celles relatives à l'appui aux OPA et au développement des filières végétales ont un niveau très avancé d'épuisement de la durée de l'AT sans que celle-ci ait atteint les objectifs escomptés, à savoir: des AUEA non encore constituées alors que certaines séguis sont déjà construites, les coopératives des bénéficiaires de plantation inexistantes et des équipes métiers en cours de formation.. En outre, la coordination entre les membres de l'AT reste très limitée et segmentaire. Celle-ci est aussi très restreinte avec les spécialistes matière, membres de l'UGP. La mission juge que l'AT à Ouarzazate est défaillante et recommande à la DDERZM d'entreprendre les mesures urgentes et nécessaires afin de remédier à cette situation.

A Beni Mellal, l'équipe de l'AT est caractérisée par un niveau de séniorité plus important et acceptable. Quoique le taux de remplacement est également très élevé (66%) mais les profils remplacés restent aussi valables que les précédents aussi bien en termes de formation qu'en termes d'expérience professionnelle dans des domaines similaires. L'évaluation des membres de l'AT et la gestion rationnelle des besoins en profil technique sur la durée du projet est une procédure réussie et qui se veut une démarche efficace pour le projet à Beni Mellal.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>PPM et PTBA 2019 et 2020</b>  La mission recommande à l'UCCP de soumettre au FIDA pour avis de non objection le PTBA 2019 modifié, accompagné d'un PPM conforme au modèle partagé avec les UCCP et les UGP tout en tenant compte des échanges qui ont eu lieu avec les équipes du Projet et les recommandations spécifiques de cette mission.	UGP/UCCP	10/2019
<b>Performance de l'AT</b>  La mission invite la DDERZM et les UGP à observer l'application des clauses du marché de l'AT, notamment la qualification des profils et la pertinence de leur expérience et de veiller au suivi et à l'évaluation annuelle des membres de l'AT. Elle recommande à la DDERZM d'entreprendre les mesures urgentes et nécessaires afin de remédier aux contraintes engendrés par les défaillances notées par la mission à Ouarzazate par rapport à la qualité de l'AT.	UGP/UCCP	10/2019

## E. Exécution du projet

### a. Efficacité en matière de développement

#### Efficacité en matière de développement

Efficacité

Note: 3

Notation précédente: 4

#### Justification de la note

la mise en œuvre globale du projet connaît encore des difficultés . Le taux de réalisation physique du PTBA de 2019 est globalement nul, aussi bien à Ouarzazate qu'à Beni Mellal (Mais il faut noter que pour Beni Mellal l'UGP a réalisé des activités éligibles mais en dehors du PTBA qui n'a pas été mis à jour). A Ouarzazate, la qualité des prestations fournies par les AT est en deçà des attentes. . Le taux de rotation au niveau des experts de l'AT est de 100 %. L'AT est jugée défaillante par la mission. La note est justifiée par le fait que, globalement, le projet a lancé des activités en amont et en aval des filières sur le PTBA de 2018 (notamment à Beni Mellal) et que l'équipe du Projet affirme avoir l'ambition d'engager le reste des contrats prévus pour l'année 2019 d'ici fin novembre. Cependant la mission juge que le taux d'exécution global du PTBA reste très modeste.

#### Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

Concernant le cadre logique, Il n'est toujours pas possible de renseigner les indicateurs puisque aucune activité physique n'est finalisée dans le cadre du projet au niveau des provinces Ouarzazate et Tinghir. D'autant plus l'UGP de Beni Mellal souhaite revoir l'échantillonnage de l'enquête de référence. L'équipe du PDRMA a confirmé que le SSE du projet est en place et que les indicateurs du cadre logique seront renseignés en 2019 au fur et à mesure de la mise en œuvre des activités. Toutefois, L'UGP mis en place des systèmes d'information géographiques qui permettent, d'ores et déjà, de géolocaliser les sites, les OP, les investissements et les aménagements à réaliser.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Mettre à jour le cadre logique</b>  Les UGP sont appelées à renseigner les indicateurs de base du cadre logique et adopter des fiches de suivi pour son actualisation.	UGP	12/2019

#### Axe de développement

Ciblage et portée

Note: 4

Notation précédente: 4

#### Justification de la note

A Ouarzazate et Tinghir. L'identification des bénéficiaires au niveau des provinces Ouarzazate et Tinghir n'a pas

parfaitement suivi le mécanisme de ciblage du FIDA pour la majorité des actions prévues et s'articule principalement autour de quelques critères d'éligibilité qui ont été respectés. Le ciblage géographique a été respecté touchant l'ensemble des communes ayant des indicateurs de pauvreté élevés. Le ciblage par la sensibilisation des bénéficiaires est insuffisamment utilisé par l'UGP durant la mise en place des activités de projet.

Au niveau de la province de Béni Mellal, tous les bénéficiaires identifiés appartiennent aux zones d'intervention du projet et répondent globalement au groupe cible du FIDA. La stratégie et les critères de ciblage prévus par le PDRMA sont globalement respectés et l'aspect genre et jeunes est pris en considération dans l'identification des bénéficiaires des futures AGR, des activités d'engraissement, et des activités de valorisation en aval de la filière végétale. Les agriculteurs bénéficiaires des aménagements PHM et des plantations d'amandier exploitent pour la plupart une superficie de moins de 2 ha en irrigué et 10 ha en pluvial.

### Principaux problèmes

Globalement, la mission note que le manuel de procédures ne définit pas assez clairement le mécanisme du ciblage ni son contrôle de qualité. Elle recommande de rectifier cette situation et de mettre à jour le manuel pour le renforcer par rapport à cet aspect. La mission rappelle également qu'il est important de disposer des fiches codifiées de chaque bénéficiaire direct des activités de projet pour faciliter l'alimentation du système de suivi-évaluation.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Améliorer la méthode de ciblage:</b>  Mener une procédure de ciblage directement avec les OP en impliquant tous les adhérents qui répondent aux critères d'éligibilités et de la durabilité. Améliorer le manuel de ciblage.	UGPs	12/2019
<b>Manuel de procédures et ciblage</b>  Mettre à jour le manuel de procédures du projet pour détailler davantage la démarche du ciblage en conformité avec les procédures et les exigences du FIDA.	UCCP/UGPs	12/2019

**Égalité des sexes et participation des femmes**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

### Justification de la note

Si aucune activité n'est encore mise en œuvre au profit des femmes et des jeunes, ces catégories ont été prises en compte dans le travail de pré-identification des bénéficiaires en particulier en ce qui concerne la création d'équipes métiers (EM) et l'appui aux activités génératrices de revenus (AGR) au niveau des trois provinces et la valorisation des productions végétale en aval au niveau de la province de Beni Mellal.

Cependant, la mission a constaté que les femmes identifiées du projet représentent encore un pourcentage très limité (14% à Ouarzazate-Tinghir et 28 % à Beni Mellal). Considérant que les femmes ont un accès limité au foncier ou peu intégrées dans les OPA, cela peut expliquer leur faible intégration dans les filières végétales. Toutefois, la mission note que les AGR offrent une opportunité importante pour augmenter significativement le taux d'intégration des femmes dans les activités du projet.

### Principaux problèmes

A Ouarzazate, les activités de diversification des ressources risquent d'être compromises en raison du faible niveau de technicité des femmes. En revanche, les actions de sensibilisation rapprochée auprès des femmes au niveau de la province de Beni Mellal ont eu un impact important sur l'autonomisation des femmes dans le cadre du projet. En effet, les femmes rencontrées lors des visites de terrain à Beni Mellal ont affirmé la pertinence de ces actions qui leur permettent d'accéder à l'information sur le projet, d'acquérir des compétences techniques et de s'ouvrir sur des expériences réussies. Le cas concret est celui de la coopérative féminine Timicha dont les bénéficiaires ont acquis les techniques en matière de valorisation des pommes de sa commercialisation et de la gestion globale de l'OP.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Améliorer l'intégration des femmes dans les activités autres que les AGR</b>  Intégrer les femmes dans des activités autres que les AGR et établir une base de données des bénéficiaires en insérant les critères d'éligibilités prise en compte pour chaque activité. Renforce la formation des femmes	UGPs	12/2019

#### **Productivité agricole**

**Note: N/A**

#### **Principaux problèmes**

A ouarzazate, après écoulement de 33% de la durée contractuelle du projet, les activités de l'amont des filières végétales relatives à la plantation arboricole et l'amélioration de la productivité n'ont pas encore démarrées. La majorité de ces actions sont encore en phase de passation des marchés. Dans le cadre du PTBA 2019, et après écoulement de 75% du délai annuel, l'ensemble des activités prévues sont en phase de passation de marché. et donc sur la base des capacités actuelles d'exécution des structures de gestion du projet et avec le rythme actuel seulement 4 sur les 30 activités prévues peuvent être réalisées.

Au niveau de Béni Mellal, le niveau d'exécution cumulé demeure faible à moyennement satisfaisant, les activités de l'amont des filières végétales relatives à la plantation arboricole ont démarré avec la réalisation de 50% des plantation d'amandier par rapport au total prévu dans le programme, et 38% des sessions de formations prévues pour la filière pommier, en Aval les prérequis pour la construction des unités de valorisation sont identifiés à savoir l'acquisition de 3 terrains par les bénéficiaires et l'engagement du contrat d'architecte. La composante animale a connu la plantation de 20% des cultures jachère prévues par le programme quant aux actions transverses ils ont connu la réalisation de 30% des activité de PMH et 50% des études d'exécution des pistes rurales.

#### **Nutrition**

**Note: N/A**

#### **Adaptation aux changements climatiques**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Le Projet intervenant dans des zones particulièrement sensibles aux effets du changement climatique, plusieurs mesures d'adaptation ont été identifiées dès la conception: (i) augmentation des réserves d'eau stockée ; (ii) reconversion des parcelles céréalières en plantations arboricoles plus résilientes ; (iii) protection des sols et régénération du couvert végétal par l'amélioration fourragère de la jachère et les ouvrages de protection des terres de culture (PTC).

#### **b. Durabilité et transposition à plus grande échelle**

#### **Institutions et participation à l'élaboration des politiques**

**Note:**

#### **Établissement de partenariats**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Trois conventions sont signées avec les partenaires locaux : (i) deux conventions entre la DPA de Béni Mellal et l'ODECO et l'ONSSA; et (ii) une convention entre l'ORMVAO et l'ANDZOA. Toutefois la DDERZM a fait observer que le conventionnement spécifique de ces institutions n'avait pas lieu d'être. En effet les missions d'encadrement des agriculteurs et d'accompagnement des OPA par l'ONCA et d'encadrement sanitaire du cheptel national par l'ONSSA font partie des prérogatives de ces deux établissements et doivent être mises en œuvre de manière systématique dans tous les programmes du MAPMDREF y compris dans le cadre de projets financés par des bailleurs de fonds étrangers. La même remarque a été exprimée en ce qui concerne les prestations de recherche-développement par l'INRA.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Etablissement de conventions spécifiques avec les OPA</b>  Etablir et signer des conventions spécifiques avec toutes les OPA porteuses qui doivent également être informées et sensibilisées à l'amont de la mise en place des activités.	UGP	12/2019

#### **Capital humain et social et autonomisation**

**Note: 4**

##### **Justification de la note**

Cet aspect sera noté ultérieurement lorsque la mise en oeuvre sera plus avancée. Le Projet prévoit plusieurs dispositifs pour renforcer le capital humain et social et pour autonomiser les bénéficiaires : (i) création et renforcement des capacités des organisations professionnelles; et (ii) formation des bénéficiaires notamment par apprentissage pratique au travers de champs écoles. Cependant, il est encore trop tôt pour connaître la portée de ces dispositifs dans la mesure où le Projet n'en est qu'au stade de la pré-identification des OP et des bénéficiaires.

La note 4 est accordée par défaut à ce stade.

##### **Principaux problèmes**

Dans cette sous-composante le projet prévoit i) la mise en place des petits projets générateurs de revenu, ii) la réalisation des activités de renforcement des capacités iii) la distribution des fous pour la préservation des ressources forestières. A ce jour aucune activité n'a été mise en oeuvre. Toutefois, le processus d'identification des bénéficiaires potentiels et des types d'AGR qui pourraient être appuyées est en cours. Au niveau de la province de Ouarzazate, l'UGP a opté pour la distribution des brebis et bœufs comme activités génératrice de revenu, cette activité est prévue au cours de l'année 2019. Cependant l'identification des femmes bénéficiaires et l'effectif des animaux à distribuer par femme ne répondent pas aux objectifs de l'amélioration des sources de revenu. A Beni Mellal, le processus d'identification des bénéficiaires et de la nature des AGR est en cours, la visite de terrain a permis de constater que les critères de ciblage et d'éligibilité sont respectés (cas de la coopérative Adrar pour la production du couscous).

#### **Qualité de la participation des bénéficiaires**

**Note: 5**

**Notation précédente: 5**

##### **Justification de la note**

La qualité de la participation des bénéficiaires est jugée satisfaisante. En effet, les choix des priorités des actions (PMH, tronçons de pistes, UV, points d'eau) ont été définis avec la participation effective des bénéficiaires des représentants des OPA, ce qui montre leur forte implication dans la programmation de ces activités. En ce qui concerne les 4 UV prévues, 3 coopératives ont déjà procédé à l'acquisition d'un terrain marquant ainsi leur fort engagement et leur adhésion au Projet. L'opération d'identification des points d'eau prioritaires retenus pour l'aménagement pour l'année 2019 dans la zone de l'UGP Ouarzazate a été réalisée en concertation avec les associations de transhumants.

#### **Adaptabilité des prestataires de services**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

##### **Justification de la note**

Les réalisations, études et travaux, n'ont pas encore démarré et les prestations déjà retenues dans les DAO lancés ne présentent pas de contraintes particulières pour leur réalisation.

#### **Gestion de l'environnement et des ressources naturelles**

**Note:**

#### **Stratégie de retrait**

**Note:**

#### **Potentiel de reproduction à plus grande échelle**

**Note:**

### **c. Gestion du projet**

#### **Qualité de la gestion du projet**

**Note: 3**

**Notation précédente: 4**

##### **Justification de la note**

Les UGP sont fonctionnelles mais la coordination intra et inter UGP peut être améliorée. En outre le manuel de procédures qui se veut un document dynamique et outil indispensable pour les UGP doit être révisé. Une mission de supervision a été effectuée par l'UCCP, cette pratique est à poursuivre et à intensifier puisque elle permettra de renforcer le pilotage globale du projet et d'assurer la cohérence des actions et le suivi rapproché de sa mise en œuvre. Eu égard à la multiplicité des activités au niveau de la DPA et de l'ORMVA, il est recommandé, si les ressources humaines le permettent, d'affecter des cadres dédiés exclusivement au projet afin d'assurer un suivi plus rapproché de sa mise en œuvre.

### Principaux problèmes

A Ouarzazate, La composition de l'équipe de l'AT a connu une rotation de 100% . Cette situation se répercute négativement sur la performance globale du projet. Les remplacements effectués par le prestataire ne répondent pas aux exigences du marché notamment en ce qui concerne l'équivalence des profils. La mission juge que l'AT à Ouarzazate est défaillante et recommande à la DDERZM d'entreprendre les mesures urgentes et nécessaires afin de remédier à cette situation.

A Beni Mellal, Globalement, l'équipe de l'AT est caractérisée par un niveau de séniorité acceptable qui a un impact positif sur la mise en œuvre des activités du projet. Quoique le taux de remplacement reste assez élevé (66%), les profils remplacés sont de performances équivalentes ou meilleures.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Amélioration des performances de l'AT Ouarzazate</b>  Veiller à l'adéquation des profils proposés pour l'AT et les clauses des marchés correspondants et procéder à des évaluations annuelles des membres de l'AT.	UGP/UCCP	12/2019
<b>Mission de revue à mi-parcours</b>  Programmer la révision à mi-parcours durant le 1er semestre 2020.	UCCP	04/2020

**Gestion des savoirs**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

### Justification de la note

En interne, les rapports d'activités mensuels et trimestriels sont régulièrement produits par les UGP (préparés par les AT et validés par les coordonnateurs des UGP). Ces rapports narratifs contiennent une analyse des écarts entre le prévisionnel et le réalisé ainsi qu'une programmation des activités pour la période à venir. Ces rapports émanent des deux UGP sont encore en cours de consolidation au niveau de l'UCCP. Par ailleurs il n'existe pas encore de plan de communication externe pour rendre visible et partager les acquis du Projet. Le projet ne dispose pas d'une stratégie de gestion des savoirs.

### Principaux problèmes

Le projet ne dispose pas d'une stratégie de gestion des savoirs.

**Utilisation optimale des ressources**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

### Justification de la note

La note de 4 a été accordée par défaut. La Projet n'ayant pas encore de réalisations physiques, il est donc prématuré de chercher à mesurer l'efficacité des activités.

**Cohérence entre le PTBA et les activités menées**

**Note: 3**

**Notation précédente: 4**

### Justification de la note

Certaines activités prévues dans le PTBA ont été réalisées dans les deux zones: (i) élaboration des DAO pour les études, les formations, les plantations d'amandier et réhabilitation du pommier ; (ii) l'attribution de 3 marchés PMH ; (iii) l'ouverture des plis de 2 marchés pour la réhabilitation du pommier et l'extension de l'amandier à Beni Mellal ;et (iv) le lancement de l'AO pour 12 sessions de formations des agriculteurs et l'étude architecturale de 2 UV à Beni Mellal. La mission a relevé des incohérences importantes au niveau de l'exécution des PTBA (Notamment à Beni Mellal) et des faiblesses à Ouarzazate. Les UGP expliquent ce faible taux d'exécution, entre autres, par les coûts unitaires sous-estimés du COSTAB. Ainsi, le taux d'exécution global du PTBA est extrêmement faible. La mission a travaillé avec les deux UGP



afin d'améliorer les canevas du PTBA et PPM utilisés par l'UCCP et les UGP. Elle a remis des versions améliorées et a recommandé à l'UCCP de resoumettre le PTBA et PPM 2019 révisés pour ANO et de procéder à la préparation du PTBA 2020 sur la base de ces canevas remis.

#### Performance du système de suivi-évaluation

**Note: 3**

**Notation précédente: 3**

#### Justification de la note

Les responsabilités en matière de suivi-évaluation sont clairement identifiées dans chaque UGP. Les rapports d'activité, préparés par les AT, permettent de suivre les produits du Projet mais restent assez sommaires à ce stade. Aucune donnée actualisée et consolidée ne permet de mesurer à ce jour les réalisations physiques et financières ainsi que les effets du Projet. L'étude de référence étant achevée. La mise à jour du cadre logique est en cours d'affinement avec la participation des UGP et de l'UCCP.

#### Évaluation du système de suivi-évaluation

Le système d'information de la DDERZM, toujours en cours de développement, n'est que partiellement opérationnel et ne répond pas encore aux objectifs de suivi-évaluation du fait que i) Les indicateurs ne sont pas encore intégrés dans le système, ii) les états de sorties sont en cours de développement, iii) les canevas du PPM et PTBA insérés ne couvrent pas les détails nécessaires demandés par le FIDA, et iv) le SI ne reflète dans aucun tableau le nombre de bénéficiaires du projet.

Aucune donnée actualisée et consolidée ne permet de mesurer à ce jour les réalisations physiques avec précision ainsi que les effets et les résultats du Projet et il est encore difficile et tôt à ce stade de juger l'efficacité de l'intervention avec précision.

En outre, la mission salue les efforts déployés par les deux UGP d'avoir mis en place des systèmes d'information géographiques qui permettent, d'ores et déjà, de géo-localiser les sites, les OP, les investissements et les aménagements à réaliser. Elle recommande aux UGP de poursuivre ces efforts et d'assurer le lien entre ces outils et le suivi du cadre logique global du Projet.

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
<b>Assurer conformité et opérationnalisation du SSE</b>  Renseigner les indicateurs de base du cadre logique et centraliser la base de données au niveau de la direction du projet	UCCP/UGP	12/2019
<b>Lien entre le système SIG et le cadre logique</b>  La mission recommande aux UGP d'assurer le lien entre leurs systèmes SIG et le suivi du cadre logique global du Projet.	UGP	12/2019

#### Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)

**Note: 5**

**Notation précédente: 5**

#### Justification de la note

Une analyse SECAP figure dans le document de conception du Projet et les activités prévues prennent correctement en compte les problématiques sociales, environnementales et liées au changement climatique.

#### Évaluation des PESEC

En termes de la SECAP (Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA), la mission note que les équipes du projet ne sont pas sensibilisées sur ces questions et ne maîtrisent pas les notions relatives aux dispositions de cet outil indispensable pour identifier et atténuer les risques environnementaux, sociaux et climatiques dans la mise en œuvre du Projet. Elle invite les UGP à se référer à ces procédures<sup>[1]</sup> et d'appliquer leurs dispositions et principes dans la conduite des activités et travaux d'aménagement en particulier (Pistes, PMH, PTC, ciblage, aménagements pastoraux etc.). Le manuel du projet révisé devra inclure une section sur ces procédures ainsi que les annexes pertinentes par rapports aux déclarations d'orientation applicables au PDRMA (exemple. Déclaration 7 relative aux ressources en eau et déclaration 10 par rapport aux pistes rurales etc.). A ce titre, le FIDA apportera son appui pour mieux sensibiliser les équipes du projet sur ces questions et renforcer cet aspect au niveau du manuel

#### d. Gestion et exécution financière

##### Taux de décaissement

Type	Nom	Montant actuel	Montant décaissé	Taux effectif
Répartition du financement national	Beneficiaries	\$1,155,000	\$0	0.0%
	National Government	\$13,594,000	\$0	0.0%

##### Taux de décaissement acceptable

Note: 2

Notation précédente: 2

##### Justification de la note

Automated rating based on IFAD disbursement data

##### Principaux problèmes

Contrairement aux autres projets actuellement financé par le FIDA au Maroc, la méthode de décaissement retenue pour le projet PDRMA est l'avance sur compte désigné. Le projet n'a pas encore procédé à aucune justification des paiements effectués, en raison des difficultés liées à (i) l'intervention de différentes parties prenantes (Trésorerie Générale du Royaume, Division des financements, Budget) et (ii) de la nécessité de transmettre l'intégralité des pièces justificatives du niveau régional vers le niveau central, indépendamment des montants payés. Le montant de l'avance initiale reçue sur le prêt s'élève à MEUR 1.5 (équivalent à 16.2 Millions de Dirhams) et sur le don MEUR 1.29 (équivalent à 13.9 Millions de Dirhams).

La mission a convenu avec le projet de déposer dès que possible une demande de justification des paiements effectués, et dès que le montant de l'avance sera intégralement justifiée, de revenir au mode de décaissement remboursement. La liste des pièces justificatives à fournir au niveau des demandes de retrait de fonds ainsi que les formulaires à utiliser sont indiqués au niveau des annexes 3 et 3A de la lettre à l'emprunteur, tel que révisés par le manuel sur le décaissement des prêts publié par le FIDA en juin 2017.

La mission a par ailleurs rappelé au projet que le portail ICP dédié, entre autre, à la soumission des demandes de retrait de fonds a été déployé par le FIDA et qu'il devra être mis en place par le projet au plus tard en février 2019[1].

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>Justification de l'avance initiale et changement du mode opératoire du compte désigné</b>  Déposer une demande de justification des paiements effectués. Déposer une demande au FIDA pour le retour au mode décaissement remboursement, dès la justification intégrale de l'avance reçue.	UCCP	12/2018
<b>Mise en place du portail FIDA</b>  Entamer la mise en place d'ICP et la formation du personnel du projet à cet outil en concertation avec les différentes parties prenantes (FIDA, MEF, ...)	UCCP	02/2019
<b>Justification de l'avance initiale</b>  Déposer une demande de justification des paiements effectués.	UCCP	10/2019

##### Aspects fiduciaires

##### Qualité de la gestion financière

Note: 3

Notation précédente: 3

##### Justification de la note

La gestion financière du projet est caractérisée par un bon classement et archivage des documents comptables et légaux

(DAO, contrats, offres des fournisseurs ....) et la présence d'équipes comptables et financières expérimentées. Ces aspects sont en revanche affectés par certaines défaillances notamment en ce qui concerne les retards pris pour la finalisation d'un logiciel de suivi comptable et de reporting dédié, le besoin de réviser le manuel de procédures du projet, et de la non soumission de rapports financiers intérimaires.

### **Principaux problèmes**

Equipe du projet : La gestion fiduciaire du projet est assurée au niveau de Ouerzazate par un RAF faisant partie du bureau d'étude assurant l'assistance technique du projet. Il a rejoint le projet il y a moins d'un mois, en remplacement de son prédécesseur qui a quitté le projet. Par ailleurs, au niveau de l'office, l'UGP est supportée par le bureau du budget (dépendant du service de la planification et des programmes) et le bureau comptable (dépendant du service administratif et financier).

Au niveau de Beni Mellal, la gestion fiduciaire du projet est assurée par une comptable faisant partie du bureau d'étude assurant l'assistance technique du projet. L'UGP est assistée par le service de support et appui de la DPA.

Budgétisation : La mission a revu avec le projet le PTBA 2019. Elle a par ailleurs noté l'absence d'un modèle standard utilisé au niveau des différents sites. La Mission a formalisé avec le projet un tableau de suivi de l'exécution budgétaire, et recommande que l'exécution budgétaire soit suivie de façon permanente et que l'ensemble des décaissements soient affectés par composante, sous composante et par catégorie.

Par ailleurs, la mission a rappelé au projet que le PTBA devra être saisi au niveau de l'outil Système d'Information Développement Espace Rural en Zone de Montagne, dès la mise en service du module dédié au projet.

Contrôle interne : Le projet dispose d'un manuel de procédure qui ne couvre pas l'ensemble des tâches et attributions de la responsable en gestion financière du projet. Il n'aborde pas par ailleurs de façon précise les aspects liés à l'établissement des rapports financiers. Par ailleurs, le projet ne dispose pas d'une procédure dédiée à l'archivage numérique et physique des documents. La mission recommande de mettre à jour le manuel de procédures du projet, et soumettre la version révisée au FIDA pour non objection.

Comptabilité et système d'information : Le projet ne dispose pas d'un logiciel comptable dédié. Les services Suivi Evaluation et Système d'information travaillent sur la mise en place d'un module spécifique au sein de l'outil Système d'Information Développement Espace Rural en Zone de Montagne. En l'absence de cet outil, les rapports financiers sont préparés sur excel, ce qui accroît le risque d'erreur et expose les données du projet à un risque de perte, notamment en l'absence d'une procédure dédiée à la sauvegarde des données. La mission recommande l'accélération de la finalisation des travaux sur le nouvel outil, et la formation des cadres du projet à cet outil.

Reporting : La Mission a rappelé au projet la parution des nouvelles directives pour le reporting et l'audit du FIDA, et a passé en revue avec l'équipe du projet les exigences minimales en matière de rapports à établir.

La mission a également rappelé que le projet est tenu d'adresser au FIDA des rapports financiers semestriels au plus tard 45 jours après la fin de chaque semestre, et un rapport annuel au plus tard 4 mois après la date de clôture de chaque exercice.

Gestion des actifs acquis avec les fonds du projet : La mission a rappelé qu'un état des immobilisations acquises avec les fonds du projet devra être tenu. Cet état devra renseigner sur la description, le coût, la date d'acquisition et lieu d'utilisation de chaque actif acquis avec les fonds du projet et transmis au FIDA dans le cadre des rapports financiers à transmettre.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Formation aux procédures FIDA</b> Finaliser la formation en ligne en gestion financière publiée par le FIDA	UGP	12/2018
<b>Finalisation de la mise en place du logiciel comptable et implementation des controles y afférents</b> Finaliser la mise en place d'un logiciel comptable dédié au projet et former les équipes du projet. Suivi de l'exécution du PTBA: Assurer le suivi de l'exécution du PTBA par composante, sous composante et catégorie tout en assurant le suivi par financier au sein de SIDERZM.	UCCP/UGP	01/2019
<b>Mise à jour du manuel de procédures et de la liste des actifs</b> Mettre à jour le manuel de procédures du projet et soumettre la version révisée au FIDA pour non objection Assurer un suivi des affectations des actifs acquis avec les fonds du projet	UGP	01/2019
<b>Liste des actifs acquis avec les fonds du projet</b> Assurer un suivi des affectations des actifs acquis avec les fonds du projet	UGP	09/2019
<b>Soumettre au FIDA un PTBA 2019 révisé</b> Le projet devra soumettre un PTBA 2019 révisé, faute de quoi, plusieurs activités financées à Beni Mellal seront déclarées éligibles.	UCCP/UGP	10/2019
<b>Logiciel Comptable</b> Finaliser la mise en place du SIDERZM ou décider l'acquisition d'un autre outil	UCCP	10/2019

#### Qualité et ponctualité des audits

**Note: 4**

#### Justification de la note

Received on time; quality of audit moderately satisfactory. Serious weakness related to the non-effective implementation of an accounting and financial software which respond to international best practices and IFAD standards.

#### Fonds de contrepartie

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

La contribution gouvernementale est estimée à la date de la mission à MAD 735 828,82. Ce montant correspond uniquement à la TVA sur les paiement effectué, et le projet ne tient pas un suivi des autres contributions en nature du gouvernement, bien qu'elles aient été mise en oeuvre.

#### Principaux problèmes

La contribution gouvernementale est estimée à la date de la mission à DHM 735 828,82 (équivalent à 68 430 EUR, soit 1.25% du PTBA 2018 et à 18.9% du financement FIDA pour l'année 2018). Ce montant correspond uniquement à la TVA sur les paiement effectué, et le projet ne tient pas un suivi des autres contributions en nature du gouvernement, bien qu'elles aient été mise en oeuvre.

Conformément à l'accord de financement, la contribution du Gouvernement au titre du Projet est estimée à 12,25 millions Euros et concerne le paiement des salaires et charges récurrentes, la mise à disposition de locaux, et les exonérations des taxes et impôts sur les acquisitions de biens et services ainsi que sur les contrats de travaux et de prestations.

La mission a noté que le projet ne tient pas un suivi des contributions gouvernementale, autres que le paiement des

droits et taxes. La mission a partagé avec le projet un tableau de suivi de la contribution gouvernementale, qui permet de suivre cette contribution par composante, sous composante et par catégorie. Le suivi sera effectué en retenant la base locative des locaux mis à disposition de l'assistance technique par le gouvernement, et une quote part des salaires des cadres de l'administration contribuant à l'exécution du projet.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Maintenir à jour le tableau de suivi des fonds de contre partie</b>  La mission recommande de (i) compléter le tableau de suivi de la contribution gouvernementale, et (ii) veiller à répartir la contribution par composante et par catégorie du projet.	UGP	01/2019
<b>Suivi des fonds de contrepartie</b>  Maintenir à jour le tableau de suivi des fonds de contre partie	UGP	09/2019

**Conformité avec les clauses des prêts**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

La Mission note que les dispositions de l'accord de financement sont globalement respectées. Elle attire néanmoins l'attention du Projet sur l'importance de finaliser la mise en place d'un logiciel de gestion comptable et financière répondant aux exigences du FIDA (comptabilité analytique et générale, gestion budgétaire, production automatisée des demandes de retrait/remboursement de fonds et des états financiers, gestion des contrats).

#### **Évaluation de la passation des marchés**

**Passation des marchés**

**Note: 3**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Le projet est jugé modérément insatisfaisant du fait que les processus et les procédures appliqués présentent des lacunes et des incohérences significatives dans certaines des exigences en particulier celles liées à l'évaluation et à l'attribution des contrats. La mise en œuvre du projet est affectée ; un soutien à la mise en œuvre est nécessaire ; la résolution des problèmes / contraintes est probable mais prendra du temps.

Deux irrégularités de procédure sont invoquées pour les deux contrats manifestant un conflit d'intérêts (Contrats no. 99/2018/OR/OZ et 100/2018/OR/OZ). Ces deux contrats doivent être résiliés immédiatement.

#### **Évaluation de la passation des marchés**

##### **Planification Des Marchés**

Le PPM est préparé à base d'activités au lieu de contrats. Les dates, les différentes étapes et les exigences de la revue du FIDA y manquent. En conséquence, le projet ne sollicite pas la revue du FIDA tout au long du cycle pour les contrats qui sont sujet à l'examen préalable. La coordination centrale et les UGP doivent impérativement utiliser le nouveau modèle de PPM fourni par la mission et de s'en tenir à sa mise en œuvre.

Des retards sont constatés au niveau de la mise en œuvre, où seulement 15% des contrats prévus pour 2019 au niveau de Beni Mellal ont été lancés alors qu'aucun contrat n'a été attribué au niveau de Ouarzazate.

##### **Processus et procédures de la pré-qualification à la soumission des offres**

L'étape de la préparation de la liste restreinte pour la sélection des consultants n'est pas appliquée. Les termes de référence, les plans et les spécifications techniques ne sont pas détaillés.

Le recours au «DAO Type» dans les activités de passation de marchés doit être arrêté. Un dossier d'appel d'offres spécifique doit être préparé pour chaque marché avec des exigences techniques spécifiques tout en maintenant la partie administrative standard.

##### **Processus et procédures d'évaluation et d'attribution de contrat**

Le cabinet d'assistance technique (Ste Capital RH ) qui appui la mise en œuvre du PDRMA a été attribué deux contrats d'études dans le cadre du projet, ce qui relève d'un cas de conflits d'intérêts (Contrats no. 99/2018/OR/OZ et 100/2018/OR/OZ). Ces deux contrats doivent être résiliés immédiatement. Aucun paiement ne peut être effectué pour honorer ces contrats à partir des fonds FIDA.

La mission a noté un cas à Beni Mellal où des offres tardives avaient été acceptées, contrairement aux règlements du FIDA.

L'examen a également révélé l'absence de phase de négociation dans le cas des contrats de service, ce qui est en contradiction avec les instructions du manuel des achats du FIDA

### Gestion et administration des contrats

Les formats de contrat sont cohérents avec les documents de soumission. Cependant, les exigences du FIDA en matière d'examen préalable ne sont pas toujours respectées.

La mission a également constaté l'absence de registre des contrats au niveau de l'UGP de Ouarzazate et l'invite à l'instaurer. Au niveau de Beni Mellal, le registre de Contrat est bien préparé et maintenu.

### Conservation des dossiers

L'UGP tient les registres des achats, y compris les offres et les propositions, en ordre et en toute sécurité. Cependant l'index des fichiers et la preuve de paiement ne figurent pas dans les fichiers.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Examen préalable par le FIDA pour ANO</b>  L'examen préalable par le FIDA pour l'ANO doit se faire en conformité avec les seuils établis au niveau de la lettre à l'emprunteur et le recours au «DAO Type» dans les activités de passation de marchés doit être arrêté.	UGP/ UCCP	11/2019
<b>Utiliser le nouveau modèle du PPM fourni par la mission</b>  Utiliser le nouveau modèle du PPM fourni par la mission	UGP et UCCP	11/2019
<b>L'examen préalable par le FIDA pour l'ANO</b>  L'examen préalable par le FIDA pour l'ANO doit se faire en conformité avec les seuils établis au niveau de la lettre à l'emprunteur et le recours au «DAO Type» dans les activités de passation de marchés doit être arrêté.	UGP/UCCP	11/2019
<b>Résiliation des Contrats no. 99/2018/OR/OZ et 100/2018/OR/OZ)</b>  Résiliation des Contrats no. 99/2018/OR/OZ et 100/2018/OR/OZ)	UGP OUARZAZATE	11/2019
<b>La réglementation du FIDA en matière de passation des marchés</b>  La réglementation du FIDA en matière de passation des marchés doit être respectée	UGP/UCCP	12/2019

### e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

**Probabilité d'atteindre l'objectif de développement**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

L'approche du projet nécessite une phase préparatoire assez élaborée (organisation des bénéficiaires, études préalables, activités de plantation qui ne permettent pas d'avoir des résultats rapidement etc.). La maturité des activités est encore en phase précoce mais le projet est globalement sur une bonne trajectoire pour atteindre les objectifs escomptés. Toutefois des ajustements seront nécessaires à la revue à mi-parcours.

**Évaluation de la performance globale de l'exécution**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

## Justification de la note

L'approche du projet nécessite une phase préparatoire assez élaborée. Plusieurs activités sont lancées et en cours de lancement. Les problèmes rencontrés par le projet à ce stade sont encore rectifiables. Sa performance a été pénalisée par l'efficacité et la qualité de l'AT notamment à Ouarzazate mais suite à cette mission de supervision l'UGP et l'UCCP ont pris des dispositions pour palier à cette contrainte.

## F. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>Vue d'ensemble et avancement du projet</b>		
<b>PPM et PTBA 2019 et 2020</b>  La mission recommande à l'UCCP de soumettre au FIDA pour avis de non objection le PTBA 2019 modifié, accompagné d'un PPM conforme au modèle partagé avec les UCCP et les UGP tout en tenant compte des échanges qui ont eu lieu avec les équipes du Projet et les recommandations spécifiques de cette mission.	UGP/UCCP	10/2019
<b>Performance de l'AT</b>  La mission invite la DDERZM et les UGP à observer l'application des clauses du marché de l'AT, notamment la qualification des profils et la pertinence de leur expérience et de veiller au suivi et à l'évaluation annuelle des membres de l'AT. Elle recommande à la DDERZM d'entreprendre les mesures urgentes et nécessaires afin de remédier aux contraintes engendrés par les défaillances notées par la mission à Ouarzazate par rapport à la qualité de l'AT.	UGP/UCCP	10/2019
<b>Efficacité en matière de développement</b>		
<b>Mettre à jour le cadre logique</b>  Les UGP sont appelées à renseigner les indicateurs de base du cadre logique et adopter des fiches de suivi pour son actualisation.	UGP	12/2019
<b>Améliorer la méthode de ciblage:</b>  Mener une procédure de ciblage directement avec les OP en impliquant tous les adhérents qui répondent aux critères d'éligibilités et de la durabilité. Améliorer le manuel de ciblage.	UGPs	12/2019
<b>Améliorer l'intégration des femmes dans les activités autres que les AGR</b>  Intégrer les femmes dans des activités autres que les AGR et établir une base de données des bénéficiaires en insérant les critères d'éligibilités prise en compte pour chaque activité. Renforce la formation des femmes	UGPs	12/2019
<b>Manuel de procédures et ciblage</b>  Mettre à jour le manuel de procédures du projet pour détailler davantage la démarche du ciblage en conformité avec les procédures et les exigences du FIDA.	UCCP/UGPs	12/2019
<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>		

<b>Etablissement de conventions spécifiques avec les OPA</b>  Etablir et signer des conventions spécifiques avec toutes les OPA porteuses qui doivent également être informées et sensibilisées à l'amont de la mise en place des activités.	UGP	12/2019
<b>Gestion du projet</b>		
<b>Assurer conformité et opérationnalisation du SSE</b>  Renseigner les indicateurs de base du cadre logique et centraliser la base de données au niveau de la direction du projet	UCCP/UGP	12/2019
<b>Amélioration des performances de l'AT Ouarzazate</b>  Veiller à l'adéquation des profils proposés pour l'AT et les clauses des marchés correspondants et procéder à des évaluations annuelles des membres de l'AT.	UGP/UCCP	12/2019
<b>Lien entre le système SIG et le cadre logique</b>  La mission recommande aux UGP d'assurer le lien entre leurs systèmes SIG et le suivi du cadre logique global du Projet.	UGP	12/2019
<b>Mission de revue à mi-parcours</b>  Programmer la révision à mi-parcours durant le 1er semestre 2020.	UCCP	04/2020
<b>Gestion et exécution financière</b>		
<b>Formation aux procédures FIDA</b>  Finaliser la formation en ligne en gestion financière publiée par le FIDA	UGP	12/2018
<b>Justification de l'avance initiale et changement du mode opératoire du compte désigné</b>  Déposer une demande de justification des paiements effectués. Déposer une demande au FIDA pour le retour au mode décaissement remboursement, dès la justification intégrale de l'avance reçue.	UCCP	12/2018
<b>Maintenir à jour le tableau de suivi des fonds de contre partie</b>  La mission recommande de (i) compléter le tableau de suivi de la contribution gouvernementale, et (ii) veiller à répartir la contribution par composante et par catégorie du projet.	UGP	01/2019
<b>Finalisation de la mise en place du logiciel comptable et implementation des contrôles y afférents</b>  Finaliser la mise en place d'un logiciel comptable dédié au projet et former les équipes du projet. Suivi de l'exécution du PTBA: Assurer le suivi de l'exécution du PTBA par composante, sous composante et catégorie tout en assurant le suivi par financier au sein de SIDERZM.	UCCP/UGP	01/2019



<b>Mise a jour du manuel de procedures et de la liste des actifs</b>  Mettre à jour le manuel de procédures du projet et soumettre la version révisée au FIDA pour non objection Assurer un suivi des affectations des actifs acquis avec les fonds du projet	UGP	01/2019
<b>Mise en place du portail FIDA</b>  Entamer la mise en place d'ICP et la formation du personnel du projet à cet outil en concertation avec les différentes parties prenantes (FIDA, MEF, ..)	UCCP	02/2019
<b>Suivi des fonds de contrepartie</b>  Maintenir à jour le tableau de suivi des fonds de contre partie	UGP	09/2019
<b>Liste des actifs acquis avec les fonds du projet</b>  Assurer un suivi des affectations des actifs acquis avec les fonds du projet	UGP	09/2019
<b>Soumettre au FIDA un PTBA 2019 révisé</b>  Le projet devra soumettre un PTBA 2019 révisé, faute de quoi, plusieurs activités financées à Beni Mellal seront déclarées inéligibles.	UCCP/UGP	10/2019
<b>Justification de l'avance initiale</b>  Déposer une demande de justification des paiements effectués.	UCCP	10/2019
<b>Logiciel Comptable</b>  Finaliser la mise en place du SIDERZM ou décider l'acquisition d'un autre outil	UCCP	10/2019
<b>Examen préalable par le FIDA pour ANO</b>  L'examen préalable par le FIDA pour l'ANO doit se faire en conformité avec les seuils établis au niveau de la lettre à l'emprunteur et le recours au «DAO Type» dans les activités de passation de marchés doit être arrêté.	UGP/ UCCP	11/2019
<b>Utiliser le nouveau modèle du PPM fourni par la mission</b>  Utiliser le nouveau modèle du PPM fourni par la mission	UGP et UCCP	11/2019
<b>L'examen préalable par le FIDA pour l'ANO</b>  L'examen préalable par le FIDA pour l'ANO doit se faire en conformité avec les seuils établis au niveau de la lettre à l'emprunteur et le recours au «DAO Type» dans les activités de passation de marchés doit être arrêté.	UGP/UCCP	11/2019
<b>Résiliation des Contrats no. 99/2018/OR/OZ et 100/2018/OR/OZ)</b>  Résiliation des Contrats no. 99/2018/OR/OZ et 100/2018/OR/OZ)	UGP OUARZAZATE	11/2019

<b>La réglementation du FIDA en matière de passation des marchés</b>  La réglementation du FIDA en matière de passation des marchés doit être respectée	UGP/UCCP	12/2019
---	----------	---------

## Atlas Mountains Rural Development Project

### Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel	Résultat cumulatif	Résultat cumulatif %	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Portée</b> Portée du projet: nombre de personnes et ménages ayant bénéficié des services du projet.	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages										
	Membres des ménages			182 000							
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés							rapports d'activités	annuel		
	Ménages dirigés par une femme			26 700							
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef										
	Ménages										
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet										
	Femmes										
	Hommes										
	Jeunes										
Personnes autres que les jeunes											
<b>Objectif du projet</b> Objectif Global: Contribuer à réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations rurales des zones de montagne.	Réduction de la pauvreté rurale en 2030 (à la fin de la 3ème phase du programme). •							statistiques nationales	référence, MP et achèvement	UCCP/FIDA	Les conditions macroéconomiques continuent à s'améliorer.
	reduction in rural poverty			30							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel	Résultat cumulatif	Résultat cumulatif %	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Objectif de développement</b> Objectifs de développement amélioration des revenus, accès aux marchés, gestion durable des ressources naturelles, et diversification des sources de revenu	Taux d'augmentation du revenu moyen des ménages ruraux (National / zone du projet)							Statistiques nationales/DPA	référence, MP et achèvement	UCCP/SSE	Le Maroc poursuit la politique engagée en faveur de l'adaptation au changement climatique.
	Taux d'augmentation du revenu moyen des ménages ruraux			20							
	Revenu moyen par ménage (Ar)										
<b>Effet direct</b> Effet 1: Augmentation de la production et valorisation aval des filières ont amélioré les revenus des groupes cibles	Pourcentage d'augmentation des rendements des filières agricoles							Statistiques de la DPA	référence, MP et achèvement	UCCP/UGP	La fluctuation des prix sur les marchés pour les produits visés n'affecte pas la marge de bénéfice.
	augmentation des rendements filière pommier			40							
	augmentation des rendements filière pomme de terre			50							
	augmentation des rendements filière viande ovine			30							
	augmentation des rendements filière safran			20							
	augmentation des rendements filière miel			50							
	Augmentation des prix au producteur pour les filières concernées							Statistiques de la DPA	référence, MP et achèvement	UCCP/UGP	
	augmentation des prix aux producteurs de pommes			20							
	augmentation des prix aux producteurs de pommes de terre			30							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel	Résultat cumulatif	Résultat cumulatif %	Source	Fréquence	Responsabilité	
	augmentation des prix aux producteurs de viande ovine			20							
	augmentation des prix aux producteurs de safran			15							
	augmentation des prix aux producteurs de miel			30							
	2.2.5 Organisations de producteurs ruraux faisant état d'une augmentation des ventes							rapports d'activités	référence, MP et achèvement		
	Pourcentage d'organisations de producteurs ruraux										
	Nombre d'organisations de producteurs ruraux										
	Organisations de producteurs ruraux avec des femmes occupent des postes de direction										
	Organisations de producteurs ruraux - culture										
	Organisations de producteurs ruraux - élevage										
	Augmentation des revenus des producteurs et éleveurs							Enquêtes bénéficiaires	référence, MP et achèvement		
	augmentation des revenus										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel	Résultat cumulatif	Résultat cumulatif %	Source	Fréquence	Responsabilité	
	1.2.2 Ménages déclarant une réduction de la pénurie d'eau par rapport aux besoins de la production							Enquêtes bénéficiaires	référence, MP et achèvement		
	Membres des ménages										
	Hommes										
	Femmes										
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
	Ménages										
	2.2.6 Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés et aux installations de transformation et de stockage							Enquêtes bénéficiaires	référence, MP et achèvement	UCCP/SSE	
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés										
	Taille des ménages										
	Hommes										
	Femmes										
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de transformation										
	Taille des ménages										
	Hommes										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel	Résultat cumulatif	Résultat cumulatif %	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes										
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de stockage										
	Taille des ménages										
	Hommes										
	Femmes										
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés			30 000							
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de transformation			30 000							
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de stockage			30 000							
<b>Produit</b> Produit 1.1: Développement des filières végétales à l'amont et à l'aval	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production							rapports d'activités	annuel		
	Hommes formés à la production végétale										
	Femmes formées à la production végétale										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel	Résultat cumulatif	Résultat cumulatif %	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Jeunes formés à la production végétale										
	Personnes autres que les jeunes formées à la production végétale										
	Personnes formées à la production végétale										
	2.1.3 Organisations de producteurs ruraux soutenues							rapports d'activités	annuel		
	Organisations de producteurs ruraux soutenues										
	Tailles des organisations de producteurs										
	Hommes										
	Femmes										
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
	Femmes occupent des postes de direction										
	2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état										
	Installations de transformation construites ou remises en état										



Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses			
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel	Résultat cumulatif	Résultat cumulatif %	Source	Fréquence	Responsabilité				
	Installations de stockage construites ou remises en état													
	Nombre de produits labellisés pour les filières											rapports d'activités	annuel	
	produits labellisés filière Olive													
	Produits labellisés filière pomme													
<b>Produit</b> Produit 1.2. Renforcement de la filière animale et apiculture et des capacités des éleveurs et apiculteurs.	No de points d'eau pour le bétail remis en état/construits et l'équipés avec pompage à l'énergie solaire							rapports d'activités	annuel	UCCP/SSE				
	points d'eau pour le bétail													
	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production													
	Hommes formés à la production animale													
	Femmes formées à la production animale													
	Jeunes formés à la production animale													
	Personnes autres que les jeunes formées à la production animale													

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel	Résultat cumulatif	Résultat cumulatif %	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes formées à la production animale										
	Nombre d'unités apicoles de démarrage avec kit d'équipement de base distribuées							rapports d'activités	annuel		
	unités apicoles			700							
	1.1.3 Producteurs ruraux ayant accès aux facteurs de production et/ou aux paquets technologiques							rapports d'activités	annuel		
	Femmes										
	Hommes										
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
<b>Produit</b> Produit 1.3. Diversification des sources de revenus	2.1.2 Personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises							rapports d'activités	annuel		
	Femmes										
	Hommes										
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
	2.1.1 Entreprises rurales ayant accès à des services de développement des entreprises							rapports d'activités	annuel		
	Entreprises rurales										
	Taille des entreprises										
	Hommes										
	Femmes										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel	Résultat cumulatif	Résultat cumulatif %	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
	Femmes occupent des postes de direction										
<b>Effet direct</b> Effet 2: La gestion des ressources naturelles et les activités de diversification des sources de revenu renforcent la résilience des populations et des systèmes de production	3.2.2 Ménages déclarant l'adoption de pratiques et technologies durables et résilientes au changement climatique							Enquêtes bénéficiaires	référence, MP et achèvement	UCCP/SSE	
	Ménages			40							
	Membres des ménages										
	Hommes										
	Femmes										
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
	Ménages			10 000							
	Augmentation des revenus non agricoles dans la zone du projet							rapports d'enquête bénéficiaires	référence, MP et achèvement	UCCP	
	augmentation des revenus non agricoles			30							
	2.2.1 Emplois nouveaux créés							Enquête spécifique	référence, MP et achèvement	UCCP/SSE	
	Bénéficiaire du travail - hommes										
	Emplois nouveaux			4 000							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel	Résultat cumulatif	Résultat cumulatif %	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Bénéficiaire du travail - femmes										
	Bénéficiaire du travail - jeunes			780							
	Bénéficiaire du travail - personnes autres que les jeunes										
	Nombre de sites de production désenclavés							Enquête spécifique	référence, MP et achèvement		
	sites de productions désenclavés			40							
	Pourcentage des superficies aménagées en PMH gérées conformément aux nécessités de l'économie en eau							Enquêtes spécifiques			
	Hectares of land		50	80							
	Taux de réduction de l'érosion dans les zones aménagées en ouvrages de CES							Enquêtes spécifiques			
Réduction du taux d'érosion		50	80								
Produit Produit 2.1. Développement des aménagements hydro-agricoles	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état							rapports d'activités	annuel		
	Superficie en hectares			2 783							
	3.1.1 Groupes soutenus dans la gestion durable des ressources naturelles et des risques liés au climat							rapports d'activités	annuel		
	Groupes soutenus										
	Taille des groupes										
	Hommes										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel	Résultat cumulatif	Résultat cumulatif %	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes										
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
	Installations de production et de transformation bénéficiant d'une augmentation des quantités d'eau disponibles et d'une utilisation plus rationnelle de ces dernières										
	Installations										
<b>Produit</b> Produit 2.2. Protection des terres de culture contre l'érosion	Nombre d'ouvrages de correction des pentes d'écoulement des cours d'eau, de stabilisation des ravins et oueds réalisés							rapports d'activités	annuel		
	ouvrage de CES										
	Superficies cultivées par des méthodes résilientes au climat							rapports d'activités	annuel		
	Superficie de terre			7 800							
<b>Produit</b> Produit 2.3. Amélioration de l'accès aux sites de production grâce à la réalisation de pistes agricoles	2.1.5 Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées							rapports d'activités	annuel	UCCP/SSE	
	Longueur des routes (km)			144							



Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Atlas Mountains Rural Development Project**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie**

Dates de mission: 16/09/2019 - 4/10/2019

Date du document 02/12/2019

Identifiant du projet 2000001403

Numéro du rapport: 5228-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes

## Appendice 1

**Tableau 1A: Performance Financière par financier**

Source de financement	Montant approuvé (en mEUR)	Paielements (en mEUR)	% paiement
Prêt du FIDA	40 610	1 431	4%
Don du FIDA	1 290	359	28%
Gouvernement	12 250	367	3%
Bénéficiaires	1 080	0	0%
<b>Total</b>	<b>55 230</b>	<b>2 156</b>	<b>4%</b>

**Tableau 1B: Performance financière par composante (en mEUR)**

Composantes	Prêt FIDA			Don FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			
	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé
Développement et valorisation des filiales agricoles	18 730	294	2%	128	-	0%	4 820	58	1%	1 080	-	0%	24 7
Aménagements hydro-agricoles, protection des terres de culture et pistes rurales	19 063	778	4%	192	-	0%	4 815	156	3%	-	-	n.a	24 0
Gestion du Projet, appui institutionnel, et coopération Sud-Sud	2 817	359	13%	970	359	37%	2 615	153	6%	-	-	n.a	6 4
<b>Total</b>	<b>40 610</b>	<b>1 431</b>	<b>4%</b>	<b>1 290</b>	<b>359</b>	<b>28%</b>	<b>12 250</b>	<b>367</b>	<b>3%</b>	<b>1 080</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>55 2</b>

**Tableau 1C: Taux de décaissement du prêt et don FIDA (mEUR)**

Don FIDA 200000164600

Catégories	Allocation initiale (1)	Décaissements (2)	Solde (1) - (2)	% décaissement (2)/(1)
------------	----------------------------	----------------------	-----------------	---------------------------

3. Formation et assistance technique	1 145	0	1 145	0%
4. Etudes et conventions	145	0	145	0%
Avance initiale	0	1 290	-1 290	n.a
<b>Total</b>	<b>1 290</b>	<b>1 290</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>

Prêt FIDA 200000164400

<b>Catégories</b>	<b>Allocation initiale (1)</b>	<b>Décaissements (2)</b>	<b>Solde (1) - (2)</b>	<b>% décaissement (2)/(1)</b>
1. Aménagements et travaux	19 330	0	19 330	0%
2. Equipements, véhicules et m	11 125	0	11 125	0%
3. Formation et assistance tech	5 640	0	5 640	0%
4. Etudes et conventions	1 610	0	1 610	0%
5. Coûts récurrents	875	0	875	0%
Avance initiale	0	1 500	-1 500	n.a
Non alloué	2 030	0	2 030	0%
<b>Total</b>	<b>40 610</b>	<b>1 500</b>	<b>39 110</b>	<b>4%</b>



Total		
vé	Payé	%
'58	352	1%
170	933	4%
102	872	14%
<b>130</b>	<b>2 156</b>	<b>4%</b>



Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Atlas Mountains Rural Development Project**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 2: Avancement des activités du PTBA**

Dates de mission: 16/09/2019 - 4/10/2019

Date du document 02/12/2019

Identifiant du projet 2000001403

Numéro du rapport: 5228-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes

## Etat d'avancement des réalisations du PTBA 2019- PDRMA

	Unité	Quantité initiale du PTBA 2019	Quantité révisée du PTBA 2019	Etat d'avancement
<b>Quarzazate-Tinghir</b>				
<b>Développement des filières végétales– Amont (MAD)</b>				
<b>1. Pommier</b>				
Extension des superficies de pommier	ha	200	100	Remis au contrôleur d'Etat pour visa le 18/09/2019
	ha		93	approuvé et notifié à l'ETP en phase de constitution de caution définitive
Réhabilitation des vergers de pommier	ha	120	120	approuvé et notifié à l'ETP en phase de constitution de caution définitive
Renforcement des capacités	U	4	4	DAO prêt et en cours de lancement
Voyages d'étude	V	2	2	DAO prêt et en cours de lancement
Equipes métiers (kit de démarrage)	U	2	2	approuvé et notifié à l'ETP en phase de constitution de caution définitive
<b>2. Amandier</b>				
b. Extension des superficies d'amandier	ha	100	100	Remis au contrôleur d'Etat pour visa le 18/09/2019
c. Renforcement des capacités	U	2	2	DAO prêt et en cours de lancement
d. Voyages d'étude	V	1	1	DAO prêt et en cours de lancement
<b>3. Pomme de terre</b>				
Extension des superficies de pomme de terre	ha	10	10	DAO prêt et en cours de lancement
Intensification de la culture de pomme de terre	ha	1400	400	DAO prêt et en cours de lancement
Renforcement des capacités	U	2	2	DAO prêt et en cours de lancement
<b>4. Cerisier, Safran</b>				
Mise en place des Safranières	ha	6	6	DAO prêt et en cours de lancement
Renforcement des capacités	U	2	2	DAO prêt et en cours de lancement
Voyages d'étude	V	1	1	DAO prêt et en cours de lancement
<b>Filières végétales_Aval</b>				
Etude faisabilité technico-économique	U	1	1	Non réalisé
Unités de conditionnement, stockage et valorisation	FF	1	1	Non réalisé
Sensibilisation des H & F sur l'intégration des F dans les coopératives de UVAs	Séance	15	15	Non réalisé
<b>Développement des filières animales – Amont</b>				
Developpement de l'elevage convention (ANOC)	FF	1.00	1.00	Convention signé et en négociation pour engagement
Actions prophylactiques	1000 têtes	60.00	60.00	approuvé et notifié à l'ETP en phase de constitution de caution définitive
Réhabilitation des points d'eau et équipement en énergie solaire	U	40.00	6.00	approuvé et notifié à l'ETP en phase de constitution de caution définitive

Filières animales – Aval				
2- Miel				
Formation des apiculteurs (trices) sur une compagnie apicole	Session	6.00	6.00	DAO prêt et en cours de lancement
Technicien/nne en apiculture	Pers-mois	7.00	7.00	Non réalisé
Caractérisation des potentialités mellifères et des miels	FF	2.00	2.00	DAO prêt et en cours de lancement
Diversification des sources de revenu				
Information et éducation environnementale femmes et enfants	Séance	10	10	DAO prêt et en cours de lancement
Action pour la préservation des ressources forestières	Fours	100	46	approuvé et notifié à l'ETP en phase de constitution de caution définitive
Petits projets générateurs de revenus pour les coopératives (femmes/jeunes)	projet	10	5	DAO prêt et en cours de lancement
			12	Remis au contrôleur d'Etat pour visa le 18/09/2019
Aménagements hydro-agricole et pistes rurales				
1. Aménagements hydro-agricoles				
exécution de travaux d'AHA (Bétonnage des séguias)	MI	32 000.00	12 300.00	attribué le 18/09/2019
	MI		15 010.00	Remis au contrôleur d'Etat pour visa le 18/09/2019
2. Pistes rurales				
travaux de réhabilitation pistes	KM	24	24.00	Non réalisé
3. Protection des Terrains Cultivés (PTC)				
Construction d'ouvrages en gabion	m3	12000	17 420.00	attribué le 18/09/2019
	m3		10 104.00	en cours d'attribution
Gestion du projet, appui institutionnel et coopération Sud-Sud				
1. Assistance technique	FF	1.00	1.00	Marché en cours de réalisation



Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Atlas Mountains Rural Development Project**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution**

Dates de mission: 16/09/2019 - 4/10/2019

Date du document 02/12/2019

Identifiant du projet 2000001403

Numéro du rapport: 5228-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes

### Annexe 3: Respect des dispositions de l'accord de financement: Etat d'avancement

Section	Disposition	Objectif/ Date prévue	Etat d'avancement	Remarques
<b>Section E. 1 i)</b>	L'UCP et les UGPP sont dotées dès le démarrage du projet : a) d'un logiciel de gestion comptable et financière répondant aux exigences du FIDA (comptabilité analytique et générale, gestion budgétaire, production automatisée des demandes de retrait/remboursement de fonds et des états financiers, gestion des contrats), et b) d'un manuel de procédures administratives, financières et comptables validé par le FIDA	Condition préalable au décaissement	Partiellement mis en œuvre	L'outil SIDERZM n'est toujours pas déployé, et le projet ne dispose d'une comptabilité individualisée. Les rapports financiers sont ainsi préparés sur Excel, ce qui accroît le risque d'erreur et expose les données du projet au risque de perte, en l'absence d'une procédure de sauvegarde des données. La mission recommande la fixation d'une butoir comme date ultime, au-delà de laquelle le projet doit entamer les démarches pour l'acquisition d'un logiciel comptable, en concertation avec le FIDA
<b>Section E. 1 ii)</b>	Le Directeur Provincial de l'Agriculture de Beni Mellal désigné Directeur du projet pour la province de Beni Mellal	Condition préalable au décaissement	Mis en œuvre	
<b>Section E. 1 iii)</b>	Le Directeur de l'ORMVAO de Beni Mellal désigné Directeur du projet pour les provinces de Tinghir et Ouarzazate	Condition préalable au décaissement	Mis en œuvre	
<b>Annexe 3</b>	Clauses particulières : 1), 2) et 3)	Continu	Mis en œuvre partielle pour le point 2.	La mission invite la DDERZM à veiller à ce que l'ensemble du personnel affecté au projet, et notamment les employés de l'assistance technique, soient couverts par la sécurité sociale conformément à la réglementation en vigueur et à s'assurer auprès du bureau d'étude du versement régulier des cotisations exigées par la loi
<b>Section 4.02 b)</b>	Aucun retrait ne peut être effectué sur le compte du prêt et/ou le compte du don avant que le FIDA n'ait approuvé le premier PTBA	Condition préalable au retrait	Mis en œuvre	Uniquement l'avance sur compte désigné a été décaissée
<b>Section 4.04</b>	Les demandes de retrait ou d'engagement spécial sur le compte de prêt et/ou du compte de don, doivent être accompagnées par les documents et les pièces justificatives	Continu	Mis en œuvre	Uniquement l'avance sur compte désigné a été décaissée

<b>Section 7.01 b)</b>	Le projet élabore annuellement un projet de PTBA qu'il transmet au FIDA	60 jours avant le début de l'année du projet considérée	En cours de réalisation	Les PTBA sont soumis au FIDA comme requis. Mais la mission a revu avec le projet le PTBA 2019 et a noté certaines anomalies, tels que (i) le montant total du PTBA dépasse les crédits ouverts disponibles à Ouarzazate, (ii) le PTBA préparé à Beni Mellal présente uniquement les activités nouvelles, et n'intègre pas les paiements à réaliser sur les engagements antérieurs, et (iii) le PTBA n'identifie pas la source de financement, la composante, la sous-composante et la catégorie à laquelle chaque activité se rattache. La mission a rappelé au projet que toute dépense non inscrite dans le PTBA non objecté par le FIDA est considérée non éligible, et a invité le projet à soumettre une version révisée du PTBA 2019.
<b>Section 7.05</b>	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'emprunteur	Continu	Partiellement mis en œuvre	L'examen des activités de Passation des Marchés dans le cadre du projet a révélé de graves lacunes au niveau de la planification des marchés au niveau des deux UGP (Ouarzazate et Beni Mellal). Les plans de passation des marchés sont préparés à base d'activités au lieu de contrats. Les dates, les différentes étapes et les exigences de la revue du FIDA y manquent. En conséquence, le projet ne sollicite pas la revue du FIDA tout au long du cycle, ce qui nuit à l'exécution du projet. L'examen préalable par le FIDA pour l'ANO doit se faire en conformité avec les seuils établis au niveau de la lettre à l'emprunteur
<b>Section 7.08</b>	L'UGP assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon les <u>montants conformes à de saines pratiques commerciales</u>	Continu	Mis en œuvre	La mission a rappelé qu'un état des immobilisations acquises avec les fonds du projet devra être tenu. Cet état devra renseigner sur la description, le coût, la date d'acquisition et lieu d'utilisation de chaque actif acquis avec les fonds du projet et transmis au FIDA dans le cadre des rapports financiers à transmettre. Par ailleurs, la mission invite le projet à identifier clairement les véhicules acquis avec les fonds du projet.

<b>Section 7.11</b>	L'emprunteur nomme le directeur du projet et tout le personnel clé du projet selon la procédure précisée dans l'accord de financement et fait en sorte qu'il reste en poste tout au long de la période de mise en œuvre	Continu	Mise en œuvre	
<b>Section 8.02</b>	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion des informations, conformément aux prescriptions du guide pratique du FIDA pour le suivi-évaluation des projets	Continu	En cours de réalisation	L'outil SIDERZM n'est toujours pas déployé, et le projet ne dispose d'une comptabilité individualisée.
<b>Section 8.03</b>	L'UGP doit remettre au FIDA des rapports d'activité périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du FIDA	Continu	Partiellement mis en œuvre	La mission a constaté que contrairement à ce qui est prévu au niveau de l'accord de financement, le projet n'a pas adressé au FIDA des rapports financiers semestriels au plus tard 45 jours après la fin de chaque semestre, et un rapport annuel avant audit au plus tard 4 mois après la date de clôture de chaque exercice.
<b>Section 9.01</b>	L'UGP tient des comptes et des livres comptables distincts, conformément à des pratiques comptables appropriées	Continu	Non mis en œuvre	Au niveau suivi comptable, les auditeurs ont souligné l'absence d'individualisation de la comptabilité du projet et de livres comptables qui lui sont dédiés. Les auditeurs ont par ailleurs noté plusieurs manquements au niveau du respect des procédures de passation de marché, aussi bien au niveau des phases de préparation et de passation, que de la phase d'exécution
<b>Section 9.03</b>	Remettre au FIDA dans les 6 mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit.	6 mois après la fin de chaque année fiscale	N/A	Le premier rapport d'audit a été transmis.
<b>Section 11.01</b>	Le financement et les paiements au titre des frais de service du prêt sont nets de tout impôt.	Lors du remboursement		





Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Atlas Mountains Rural Development Project**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 4: Analyse technique de fond**

Dates de mission: 16/09/2019 - 4/10/2019

Date du document 02/12/2019

Identifiant du projet 2000001403

Numéro du rapport: 5228-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes

## Appendice 4: Analyse du contexte technique

### Partenariat

Nom du Partenaire	Détail du partenariat
<b>Partenaires Co-Financiers</b>	
N/A	
<b>Partenaires institutionnels et de Gestion des savoirs</b>	
ANDZOA	Contribution à la construction à une UV de pommes Equiptement en Kit des Equipes métier Appui aux AGR destinées aux femmes rurales
ANOC	Appui au développement de l'élevage extensif et amélioration génétique des races ovine et caprine
<b>Secteur privé</b>	
N/A	
<b>Partenaires de mise en œuvre et de coordination</b>	
Néant	

### Filière animale

#### Contexte et objectif:

La problématique de l'hydraulique pastorale revêt une importance capitale pour la gestion rationnelle des ressources pastorales et le développement de l'élevage pastoral dans les zones de montagne au Maroc. La transformation des terres à vocation pastorale en terres agricoles qui a été entamée timidement depuis l'indépendance du pays a été accentuée dernièrement avec les nouvelles orientations stratégiques du pays en matière agricole.

Ces bouleversements ont eu un impact direct sur l'activité pastorale par la réduction des terrains de parcours qui étaient jadis ouverts au pâturage et une diminution de l'offre d'eau pour l'abreuvement du bétail en raison de l'augmentation croissante des besoins en eau des nouvelles exploitations agricoles installées sur les terrains de parcours.

Au niveau de la zone du projet à Ouarzazate-Tinghir située dans le versant sud du Haut Atlas, la sédentarisation croissante au niveau des terrains de plaines et plateaux et le développement récent de grandes exploitations arboricoles constituent un obstacle à la transhumance des troupeaux qui avaient l'habitude d'hiverner sur ces parcours ou de les utiliser comme zone de passage vers les pâturages du Saghro situés plus au sud.

Dans la zone du projet à Béni Mellal, les meilleurs pâturages d'hiver situés dans l'« Azaghar » qui étaient des zones d'hivernage des troupeaux ont été transformés en vergers modernes intensifs.

Ce nouveau mode de mise en valeur des terres de pâturage a entraîné non seulement une réduction de l'offre fourragère pour les troupeaux mais aussi un accès plus difficile aux points d'eau qui étaient auparavant destinés à l'abreuvement du bétail. Aussi, et dans beaucoup de cas, l'exploitation intensive de la nappe souterraine pour les besoins de l'agriculture a entraîné la diminution du débit des ressources en eau destinées au bétail et parfois le tarissement quasi-total des points d'eau. C'est la situation qui a été observée au cours de la mission dans la zone de Beni Mellal (CR Tizi n'Isly) où des anciens points d'eau situés entre les plantations fruitières sont taris.

La disparition progressive des pâturages d'hiver a eu pour conséquence immédiate le séjour de plus en plus long des troupeaux sur les pâturages de haute montagne ; entraînant ainsi une forte pression sur les ressources pastorales et sylvopastorales et une plus grande

vulnérabilité des troupeaux et des foyers d'éleveurs vis-à-vis des aléas climatiques dont les plus redoutables sont les intempéries (tempêtes de neige et froid).

Pour échapper aux contraintes liées aux difficultés d'accès aux pâturages et points d'eau dans les anciennes zones d'hivernage, et tirant profit de l'effritement des règles et institutions coutumières qui régissaient auparavant la gestion et l'exploitation des terrains collectifs de parcours, les éleveurs ont adopté une nouvelle stratégie basée sur l'utilisation en période d'hivernage de parcours très éloignés de leurs zones habituelles. Le développement des moyens de communication (téléphone mobile) et de transport a donné une opportunité aux grands éleveurs d'effectuer de longs déplacements à l'échelle nationale à la recherche des meilleurs pâturages. Le retour sur les pâturages de la zone ne se fait que pendant la période estivale, ce qui engendre une forte pression sur les ressources en eau et pâturages des zones de montagne.

Ce nouveau mode de déplacement de caractère « opportuniste » a engendré l'émergence de nouveaux types de conflits pastoraux et le gouvernement marocain vient d'adopter une « loi pastorale » visant à organiser ces déplacements et prévenir les conflits.

### **Analyse de la situation actuelle des points d'eau dans la zone du projet**

Le recensement et caractérisation des points d'eau existants a été effectué par l'UGP Ouarzazate pour les deux provinces de Ouarzazate et Tinghir (nature du point d'eau et ses caractéristiques, usagers et importance du cheptel, aménagements existants, etc.).

Ces données riches en informations, quoiqu'elles soient incomplètes, peuvent servir de base pour la planification des interventions en matière d'hydraulique pastorale. On y relève déjà que dans ce vaste territoire, parmi les 254 points d'eau recensés, il y a 115 sources et 142 points d'eau non aménagés.

Dans la zone de Beni Mellal nous ne disposons pas de données concernant le maillage actuel des points d'eau dans les différentes communes mais l'expérience déjà entamée de mobilisation des eaux de surface pour l'abreuvement du cheptel nous semble être l'aménagement le mieux approprié pour satisfaire les besoins du cheptel dans cette zone. La création de nouveaux points d'eau ; notamment par le puisage des eaux souterraines, n'est pas recommandé et l'UGP s'est montrée très pessimiste vis-à-vis des résultats de l'étude hydrogéologique lancée dans le cadre du projet. Aussi, les éleveurs membres de l'association des transhumants rencontrés au cours de la mission ainsi que les responsables de la DPA sont favorables pour la poursuite du programme de mobilisation des eaux de surface pour l'abreuvement du cheptel et des populations des zones de montagne.

Dans la province de Tinghir, l'analyse de la répartition spatiale des points d'eau existants montre une très forte densité dans les CR d'Ait Sedrate, Ighil Mgoun, Tilmi et Msemrir situées dans la partie amont du versant sud du Haut Atlas et dans la CR d'Iknouen située dans la chaîne du Saghro. Il en est de même au niveau des 3 CR de Khouzama, Siroua et Iznaguen de la province de Ouarzazate, et les données manquent pour les 3 CR de Telouet, Tidili et Ighrem Nougda.

Les entretiens réalisés au cours de la mission avec quelques éleveurs de la zone du projet et les responsables de l'ORMVAO, ainsi que l'analyse des données relatives aux pratiques pastorales dans la zone du projet montrent que, en matière d'hydraulique pastorale, la priorité devrait être accordée à l'aménagement des points d'eau existants.

Cette option est largement justifiée dans le contexte actuel caractérisé par le souci grandissant de l'économie de l'eau et de la gestion durable des ressources naturelles. Les



ressources en eau souterraines devraient être considérées comme des réserves stratégiques permettant de faire face à des périodes de pénurie et subvenir en cas de besoin aux besoins en eau potable des populations des zones de montagne.

Dans la zone de Beni Mellal, une étude hydrogéologique a été lancée en vue de connaître les opportunités d'exploitation des eaux souterraines pour l'abreuvement du cheptel; mais les réalisations antérieures au projet et en cours en matière de mobilisation des eaux superficielles sont encourageantes et bien appréciées par la population concernée. Une expérience récente de creusement d'un puits dans la zone de montagne de la CR de Boutferda n'a pas abouti sur une profondeur de 120 mètres et les éleveurs rencontrés au cours de la mission préfèrent les aménagements basés sur la collecte des eaux de ruissellement et l'aménagement des points d'eau existants.

Sur le plan technique, le choix des points d'eau à aménager et des types d'aménagement et leurs dimensions doivent tenir compte de plusieurs paramètres qui sont :

- Les caractères des bassins versants et des zones de ruissellement (pour les bassins de collecte et stockage)
- L'importance du cheptel et la variation saisonnière de ses effectifs
- L'état du parcours abritant le point d'eau et des parcours limitrophes et leurs périodes d'utilisation
- L'importance de la population et troupeaux sédentaires utilisant de manière permanente le point d'eau

Les aspects sociaux : conflits, droits d'usage du parcours

### **Pour la plantation arboricole**

#### **Ouarzazate**

**A l'amont** des filières les activités ont été les suivantes : (i) présentation du Projet aux communes territoriales (CT), identification des priorités et analyse des convergences avec les plans d'action communaux (PAC); (ii) constitution d'une bases de données des organisations professionnelles (OP) de production végétale ; (iii) visites de terrain et rencontres avec les bénéficiaires potentiels ; (iv) identification et constitution de 5 OP porteuses des projets programmés ; (v) identification des sites des périmètres d'extension des plantations de pommier, amandier „pomme de terre, safran et des périmètres de réhabilitation de pommier ; (vi) Identification de 8 équipes métiers( 6 à Ouarzazate et 2 à Tinghir) regroupant 106 adhérents. Le nombre d'adhérents varie de 10 à 24. Leur âge moyen est de 36 ans. Ces EM sont constituées en coopératives dont les dossiers de constitution sont déposés au niveau des instances concernées. Le marché pour l'équipement des EM en kits de petit matériel est en phase de constitution de la caution définitive. Des conventions entre les EM et l'OMVAO, sont élaborées par l'AT, signées par les EM et déposées à l'ORMVAO pour signature. (vii) préparation des DAO pour l'extension du pommier sur une superficie globale de 193 Ha au titre de l'année 2019. Le marché 62/2019/OZ pour la plantation de 100 ha à Tinghir est en cours de visa par le contrôleur de l'Etat. Le deuxième marché 63/2019/OZ pour la plantation de 93 ha de pommier à Ouarzazate est approuvé et notifié à l'entreprise pour constitution de la caution définitive. Ce programme de plantation profitera à 931 bénéficiaires relevant de 7 Communes territoriales (CT). Les travaux de plantation sont prévus, entre Novembre

2019 et février 2020. viii) La préparation des DAO pour la réhabilitation de 120 Ha de pommier au profit de 1022 agriculteurs en 2019 dans la province de Ouarzazate ; Le marché 60/2019/OZ pour cette réhabilitation est approuvé et notifié au titulaire pour constitution de la caution définitive. Le lancement des travaux est prévu pour le mois de janvier 2020. ix) L'identification et la géolocalisation de 100 ha (441 bénéficiaires) pour la plantation de l'amandier au niveau de 7 CT. Le marché 64/2019/OZ des travaux est aussi en cours de visa au niveau du contrôleur d'Etat. x) L'identification de 40 Ha dans 5 CT pour l'extension de la pomme de terre. Le DAO pour la plantation de 10 Ha au titre l'année 2019 au profit de 44 bénéficiaires est préparée et sera lancé au début octobre 2019. xi) La préparation du marché pour l'intensification 400 Ha de la pomme de terre, pour 1653 bénéficiaires, Le lancement de l'AO est prévu aussi pour le début du mois d'octobre. xii) Pour le Safran un marché pour la plantation de 6 Ha (3 ha à Ouarzazate et 3 Ha à Tinghir), pour 116 bénéficiaires, sera lancé dans le portail en octobre 2019. xiii) préparation des DAO des formations et visites au profit des bénéficiaires sur les techniques de cultures du pommier, du safran et de la pomme de terre, le marché sera lancé en octobre 2019.

**A l'aval** de la filière pomme, les actions ont porté sur : i) L'identification de 14 coopératives au niveau de la CT Khosama, qui seront regroupés en GIE qui sera porteur de l'UV de stockage et de conditionnement des pommes et de production du vinaigre. 12 coopératives ont déjà exprimé leur adhésion au GIE. La cession du terrain identifié pour la construction de l'UV n'est pas encore finalisée en attendant la constitution du GIE. La mission recommande d'activer le démarrage de l'étude de faisabilité technico-économique ; ii) Le lieu d'implantation de la deuxième unité n'est pas encore arrêté. La mission a visité la zone d'Ighil Nimgoune dans la province de Tinghir et a constaté l'existence de plusieurs plantations de pommier et des terres cultivées en cultures annuelles (maïs) qui seront reconverties en pommier dans le cadre du PDRMA. L'étude de faisabilité technico-économique pour la mise en place d'une unité de transformation et de valorisation des pommes au niveau de cette zone est impérative.

## RECOMMANDATIONS

- Assurer un encadrement rapproché des Coopératives future bénéficiaires de l'UV prévue à Khosama
- Assainir l'affectation des terrains dédiés à la construction des UV et leur branchement sur le réseau électrique

## Beni Mellal

A l'amont des filières les activités ont été les suivantes :

**Pommier** : i) le programme initial prévoit la réhabilitation de 800 ha. Les travaux de réhabilitation de 200 Ha de pommier (PTBA 2018) objet du marché 35/2018 n'ont pas démarré dans les délais prévus (décembre 2018) en raison du retard d'engagement et d'attribution du marché. Les travaux réhabilitation démarreront en Nov.-décembre 2019. ii) Un deuxième marché (13/2019) pour la réhabilitation de 150 Ha sur 200 ha prévus par le



PTBA 2019 est engagé et les travaux y afférent démarreront aussi en décembre 2019. iii) Extension du pommier : la DPA de Beni Mellal n'a fait aucune programmation durant 2018 et 2019 sur le programme initial des 600 Ha et ce en raison de la baisse de la nappe phréatique et du débit des seguias. La mission recommande à l'AT/UGP de pousser les investigations dans des zones éligibles pour la réalisation du programme avant de proposer le redéploiement des crédits alloués à l'extension du pommier.

#### **Amandier :**

(iii) identification et géolocalisation des parcelles pour la plantation de 100 Ha d'amandier en 2018 soit 50% du programme initial pour 186 bénéficiaires. Le marché 19/2018 d'une durée de 24 mois concernant cette action est en cours d'exécution. La mise en terre des plants était achevée en avril 2019 relativement en retard, La mission a constaté une mortalité importante des jeunes plants évaluée à 35% qui nécessite un regarni dans l'immédiat avec des plants en sachets. ii) Le PTBA 2019 ne prévoit aucune nouvelle plantation d'amandier (planification et plan de charge de AT).iii) Compte tenu des contraintes signalées pour l'extension du pommier, la DPA a préparé l'AO 4/2020 pour la plantation de 400 Ha d'amandier (ce programme sera soumis à la MMP).

#### **Cerisier**

La réalisation de 50 Ha de cerisier est compromise par le manque d'eau

**Pomme de terre :** i) **Extension PDT :** le programme initial prévoit l'extension de la PDT sur une superficie de 100 Ha dont les réalisations sont nulles à la date de la mission. ii) **Intensification de la PDT :** a) le costab prévoit l'intensification de la PDT sur 600 Ha ; les réalisations à ce jour sont nulles ; b) la création d'une coopérative Ait soukhman de PDT en 2019 de 31 adhérents

La coopérative ; La mission recommande le redéploiement des crédits du programme d'extension (100 ha) et d'intensification (600 ha) pour la construction d'un entrepôt pour le stockage de la production au profit de cette coopérative.

#### **Accompagnement des bénéficiaires :**

La réalisation de 12 sessions de formations marché N°22/2018 portant sur les techniques de conduite du pommier pour 350 bénéficiaires dont 2 femmes. Les attentes en matière d'accompagnement des OPA, Equipes métiers et agriculteurs sont très importantes ce qui nécessite un rapprochement de la DPA/ORMVAO avec l'ONCA pour la préparation des programmes et la prise en charge effective de l'ONCA de cette composante du PDRMA

#### **Les équipes métiers**

L'opération de la pré-sélection des jeunes ruraux pour la constitution des EM est entamée depuis la dernière mission au niveau de 4 CT pour la constitution de groupes métiers au sein de chaque commune. La mission recommande que ces équipes métiers doivent être créées indépendamment des coopératives existantes pour laisser la porte ouverte à tous les jeunes de la CT désirant adhérer aux EM.

A l'aval des filières, les actions ont porté sur : (i) la réalisation de l'étude de faisabilité technico-économique pour la construction de 2 UV de conditionnement des pommes et d'une UV de production jus et vinaigre; Ces études ont été réalisées par l'AT; (iii) La

préparation de l'AO 23/2019 pour la réalisation de l'étude géotechnique des 2 UV et l'AO 24/2019 pour l'étude des charpentes et béton armé et l'AO 25/2019 concernant l'étude architecturale de l'UV de jus et vinaigre. ; .iv) L' UV de production de jus et de vinaigre sera affectée à la coopérative Agricole féminine Timicha et (v) Les 3 OPA porteuses des UV ont acquis les terrains pour la construction.

### **Pour les PMH**

#### **Ouarzazate et Tinghir.**

Aucune activité, programmée dans le PTBA 2019, n'a démarré et les actions engagées se limitent au lancement de deux AO, dont le dépouillement est en cours, pour la réalisation de 27 310 ml de séguis bétonnés. En cumulé, depuis le démarrage du projet, 9062 ml de séguis bétonnés ont été réalisés sur 11624 ml retenus dans les deux provinces soit un taux d'avancement de 78%. Ces réalisations représentent 8% des prévisions globales du projet (113500 ml). Le rythme d'avancement soit des dossiers techniques de conception soit de l'exécution des travaux est globalement faible. A ce rythme, les réalisations ne pourraient dépasser les 55% des prévisions du projet à sa clôture.

Les ouvrages visités sont : i) le seuil Igudi dans la commune territoriale Telouet ; ii) l'aménagement PMH Ait Hammou ; et iii) séguia Iznaguan. Suite à la visite de ces ouvrages, la mission a constaté ce qui suit : i) les travaux PMH sont exécutés sans travaux topographiques et plans d'exécution, et ii) la qualité des travaux est globalement acceptable mais quelques travaux de finition doivent être renforcés (génie civil, joints de dilatation). La mission a recommandé une conception technique pour la réhabilitation du seuil Igudi (CT Telouet) qui repose sur le reprofilage du seuil (profil hydraulique) avec un bassin de dissipation en aval pour la protection de l'ouvrage. Une esquisse du projet de la réhabilitation a été remise par la mission à l'AT.

#### **Beni Mellal.**

Les réalisations cumulées portent sur l'aménagement de 17,4 km sur 18,2 km retenus par le PTBA 2018. Le niveau de réalisation est relativement acceptable (30%) par rapport aux objectifs quantitatifs du projet (57 km). La mission a visité les ouvrages réalisés concernant les séguis Ait Mouch (rive droite) et Bou Nhass. Les constats identifiés par la mission relatifs aux ouvrages visités sont : i) La qualité des travaux des ouvrages est globalement acceptable; ii) la mise en œuvre du béton, pour certains tronçons est d'une qualité moyenne; iii) une mauvaise qualité des coffrages utilisés pour certains tronçons, et iii) des fuites d'eau localisées ont été observées au niveau de certains tronçons de seguias.

L'AT doit planifier des visites et réunions rapprochées avec les entreprises chargées des travaux des aménagements PMH afin d'améliorer la qualité des travaux et d'avoir une mise en œuvre des ouvrages conforme aux CPS des marchés des travaux.

#### **Protection des terres**

A Ouarzazate, les aménagements de protection des berges des oueds ont été intégrés dans les marchés d'aménagement des séguis. Les réalisations cumulées, retenues par le PTBA 2018, portent sur 4 640 m<sup>3</sup> (pour un volume total de 4950 m<sup>3</sup>) soit 10% des prévisions du projet. Ces réalisations ont été exécutées sans les travaux topographiques et les études techniques spécifiques à chaque site (analyse de l'hydraulicité des cours d'eau, impact des aménagements sur la protection des terres et stabilités des gabions). La mission a visité les



réalisations suivantes : i) PTC Igouldan (317 ml, 1500 m3 de gabion) ; et ii) PTC Oued Boykola (140 ml, 800 m3 de gabion). Les constats et recommandations de la mission sont :

i) PTC Igouldan :

Constat :

- la qualité des travaux est moyenne à médiocre,
- enrochement de taille très variable et mal rangé,
- présence de poches vides au niveau de certaines cages,
- Haut risque de la stabilité de certaines cages de gabion.

Recommandations :

- renforcer les poches vides par des pierres de taille homogène,
- remplacer les pierres de la nappe supérieure par des pierres de grande taille,
- reprendre l'arrangement des pierres des gabions mal exécutés,
- réparer une cage (niveau 2) déjà déchirée.

ii) PTC Oued Boykola :

Constat :

- la qualité des travaux est acceptable,
- enrochement bien rangé,

Recommandations :

- enlever les matériaux solides d'oued déposés sur le gabion et l'évacuer dans un endroit agréé par l'AT et qui ne nuit pas à l'environnement,

Pour les nouveaux projets de PTC, la mission recommande de réaliser des études techniques et environnementales selon des termes de références techniques détaillés à élaborer

### **Pistes agricoles**

**A Ouarzazate**, Les travaux en cours d'exécution, planifiés au niveau du PTBA 2018, se limitent à 2 pistes à Tinghir totalisant un linéaire de 4,47 km. Le taux global d'avancement des travaux est de 35% pour 45% des délais contractuels des 2 marchés. Le niveau de réalisation reste faible (4%) par rapport aux objectifs quantitatifs du projet (112 km). A ce rythme, les réalisations cumulées à la clôture du projet seraient de l'ordre de 45% des prévisions. La mission a visité les travaux des pistes suivantes :

i) Piste Ait tamgounte-Ait Attig (CT Tilmi)

Constat :

- la qualité des travaux de terrassement est acceptable,
- les ouvrages ont été exécutés à partir de plans types et sans plans d'exécution détaillés (plans d'implantation des ouvrages, protections spécifiques amont/aval)
- les travaux sont réalisés à partir des coupes en travers à petite échelle qui ne permet pas à l'entrepreneur de bien positionner les travaux surtout ceux de décapage (déblai) sur les talus à forte pente et constitués par des matériaux terreux à haut risque d'érosion,
- les matériaux provenant des déblais sont évacués dans une parcelle privée.

Recommandations :

- mettre à la disposition de l'entreprise des plans d'exécution détaillés,



- renouveler le pont existant qui est dans un état vétuste selon une conception permettant la jonction entre les deux tronçons de la piste,
- assurer la traversée d'une séguia d'irrigation par un ouvrage en dalot,
- prévoir le bétonnage du tronçon, à forte pente, entre PT15 –PT21,
- matérialiser les zones de déblai sur les talus avant l'exécution des travaux de terrassement,
- identifier des sites de dépôts des matériaux provenant des déblais en préservant l'environnement et la sécurité des riverains. La mission rappelle que les dispositions de la SECAP doivent être systématiquement et obligatoirement respectées,
- assurer la sécurité des tiers le long de la piste.

ii) Piste Amghit-Agaday

Constat :

- la qualité des travaux de terrassement est acceptable,
- la construction des ouvrages est exécutée sur la base des plans types,
- la matérialisation des axes des ouvrages sans des plans d'implantation, ce qui risquerait une mauvaise implantation des ouvrages sur des oueds importants (cas de l'ouvrage OH10) ; les risques de contournement des eaux des fortes crues sont importants,
- mauvais drainage des eaux de ruissellement en amont de l'ouvrage OH3.

Recommandations :

- mettre à la disposition de l'entreprise des plans d'exécution détaillés,
- élaborer le projet d'exécution, sur la base des levés topographiques détaillés, des protections des ouvrages hydrauliques particuliers dont les travaux ont été achevés,
- renforcer la protection en amont (enrochement/gabion) du radier OH8 et reprofiler le lit de l'oued pour avoir un profil hydraulique continu,
- engager les travaux topographiques amont/aval de l'ouvrage construit OH10 et définir les protections nécessaires en tenant compte de l'implantation de l'ouvrage par rapport à l'axe de l'oued,
- réaliser les travaux topographiques en amont/aval de l'ouvrage OH3 pour définir le calage de ce dernier et assurer l'évacuation des eaux de ruissellement issues du micro-bassin versant situé en amont de l'ouvrage.

L'étude de 142 km de pistes (à Ouarzazate et Tinghir) confiée à un bureau d'études est en retard et le délai consommé est de 50% du délai contractuel et les documents rendus se limitent aux études de 16 km de pistes (11%). L'élaboration des études n'a pas respecté le phasage des prestations conformément au contrat du bureau d'études. En effet le bureau a rendu seulement l'étude d'exécution de 16 km de pistes. L'examen des documents rendus, par le bureau d'études, relatifs à l'étude d'exécution de la piste Tenouht-Ait Marghat à Tinghir (8 km) démontre que la qualité de ces documents est insatisfaisante et l'étude doit être reprise. Cette étude présente des incohérences et des insuffisances dans la conception de l'aménagement de la piste (calage, ouvrages hydrauliques, protection des fossés, types d'ouvrages, types de protection des talus et ouvrages, cohérence entre le rapport et des plans, plans détaillés d'exécution des ouvrages,.....). Les principaux commentaires et recommandations formulés par la mission ont été transmis à l'AT.

**A Beni Mellal**, une étude de réhabilitation de 16 km de pistes est en cours d'élaboration, par un bureau d'études, et la conception de l'aménagement présentée par ce dernier ne permettra pas le fonctionnement de la quasi-totalité des ouvrages hydrauliques. La mission a pu analyser le dossier d'exécution de la piste Ait Mouch –tranche 1- de 2,5 km de longueur. La quasi-totalité des

ouvrages hydrauliques sont très mal calés, sans exutoires proches et ne pourront fonctionner sans la création de fossés qui traverseront des parcelles agricoles privées pour évacuer les eaux drainées. Cette conception doit être reprise. Une réunion a été tenue en présence du bureau d'études, l'AT et la mission pour présenter les commentaires et recommandations de la mission sur les documents rendus. Ces recommandations ont pour objectif l'amélioration de la conception et des détails d'exécution.





**Note introductive aux éléments de réponses aux remarques soulevées dans l'Aide-Mémoire de la 2<sup>ème</sup> mission de supervision du FIDA du 17 Septembre au 04 octobre 2019**

En guise de réaction au contenu de l'Aide-Mémoire de la deuxième mission de supervision du FIDA au PDRMA et avant la rédaction du rapport de ladite mission, il y a lieu de prendre en considération un certain nombre de faits qui ont été partagés, depuis le début, par la Direction Nationale du projet. Il s'agit notamment de :

- La conception du projet (Document de conception et COSTAB) a été faite d'une façon jugée précipitée (voir point 3 de l'AM). De ce fait, certaines cibles ne sont pas atteignables voire même non réalisables (cas de l'extension de la pomme de terre à Béni Mellal, la projection de la plantation de cerisier et du pommier dans des conditions de stress hydrique et de baisse de nappes à Béni Mellal, sous-estimation de quelques coûts unitaires, division des coûts du projet d'une façon linéaire sur toute la durée du projet alors qu'au début, il est connu que les réalisations physiques ne peuvent avoir lieu...etc.). Ainsi, les réalisations partielles ne doivent pas être comparées aux prévisions globales du projet.
- FIDA: Il est à préciser que la conception du projet a été faite sur la base de propositions de la DPA elle-même. En outre le DCP a bien été validé par les parties. Il est question de revoir des propositions certes mais durant la RMP comme proposé par le FIDA avant et pendant cette deuxième mission de supervision.
- Les deux premières années du projet sont consacrées essentiellement à la mise en place des préalables requis et à la réalisation des études nécessaires pour l'exécution des travaux. Ainsi, la Direction Nationale du projet a procédé à la mise en place et l'opérationnalisation de l'unité de coordination Centrale (UCCP) au niveau de la DDERZM et les deux unités de gestion provinciales (UGP) au niveau des trois provinces (UGP Béni Mellal et UGP Ouarzazate et Tinghir), à la mise en place des Comités Provinciaux de Pilotage du projet dans les trois provinces et l'identification et l'organisation des bénéficiaires.
- FIDA : Il est à noter que L'UGP a malheureusement connu une grande instabilité au niveau de l'AT qui a impacté négativement le projet
- FIDA : Après l'achèvement des deux années consacrées à la mise en place des études le constat de la mission est le suivant: une seule étude est en cours de réalisation à Ouarzazate (étude de piste) avec un taux d'avancement de 14% et 4 au niveau de Béni Mellal dont certaines sont en phase de passation de marché et aucune n'est encore achevée.
- Le Manuel de Procédure a été mis en place sur la base des documents officiels du projet : Lettre à l'emprunteur, accord de financement, document de conception du projet, manuel de la gestion financière du FIDA...etc. Aussi, La DDERZM n'a aucune objection à la révision de ce document, mais souhaite le faire sur une nouvelle conception du projet soit donc à l'occasion de la revue à mi-parcours du projet.



- FIDA : Une révision du projet mais non pas une nouvelle conception- Les modifications qui seront opérées ne peuvent pas changer les bases et fondements du projet (les composantes, les activités principales, le ciblage, le montage institutionnel et financier etc.)
- *La programmation de quelques actions physiques a été faite pour anticiper sur le phasage du projet et pour garantir l'adhésion des bénéficiaires au projet,*
- *Certes, le projet a connu la réalisation physique de quelques activités en cette période du démarrage, mais Il s'agit d'actions entamées et dont la réalisation globale porte généralement sur plus d'un exercice budgétaire,*
- *Le seuil des avances appliqué par le FIDA reste très faible, et la Direction du projet souhaite augmenter ce seuil pour pouvoir faire une demande de décaissement importante,*
- FIDA: Le seuil est basé sur l'importance du PTBA présenté. Le FIDA n'exige pas le niveau à proposer pour les seuils d'avance.
- *L'Aide-Mémoire a omis de mettre en exergue un certain nombre de réalisation opérées par les UGP (Ex. Satisfaction de tous les préalables au décaissement, mise en place des SIG au niveau des deux UGP, réalisation de quelques actions physiques sur le terrain d'une façon anticipée par rapport au phasage du projet, développement en interne d'un SI, signatures de quelques conventions de partenariat...etc.)*
- FIDA : Le système SIG et la signature des accords sont déjà mentionné dans l'AM et figurent dans le constat de la mission. Pour le SIG, Ceci au niveau du paragraphe 77 de l'AM : « En outre, la mission salue les efforts déployés par les deux UGP d'avoir mis en place des systèmes d'information géographiques qui permettent, d'ores et déjà, de géolocaliser les sites, les OP, les investissements et les aménagements à réaliser. Elle recommande aux UGP de poursuivre ces efforts et d'assurer le lien entre ces outils et le suivi du cadre logique global du Projet ».

## 2ème MISSION DE SUPERVISION DU FIDA DU 16 SEPTEMBRE AU 04 OCTOBRE 2019

### Eléments de réponses aux remarques soulevées dans l'Aide-Mémoire :

N°	Remarques	Eléments de réponse	FIDA
09	.....le total des paiements pour l'année 2019 a atteint 12.3 millions de Dirham, soit 16,7% des crédits de paiements totaux ouverts pour l'année, ce qui est faible compte tenu de la période restante de l'année. Le niveau global des réalisations physiques est estimé à 10% (estimation quantitative des activités réalisées).	<ul style="list-style-type: none"> <li>La Direction Nationale du Projet était claire depuis le début sur le fait que les deux premières années du projet seront consacrées essentiellement à la mise en place des préalables requis et à la réalisation des études nécessaires pour l'exécution des travaux.</li> <li>La programmation de quelques actions physiques a été faite pour anticiper sur le phasage du projet et pour garantir l'adhésion des bénéficiaires au projet.</li> <li>Vu la conception précipitée du projet (voir point 3 de l'AM), les réalisations partielles ne doivent pas être comparées aux prévisions globales du projet. En effet, certaines cibles ne sont pas atteignables. A noter que la DDERZM avait soulevé ce point depuis le démarrage du projet.</li> <li>Il s'agit d'actions entamées mais dont la réalisation globale porte généralement sur plusieurs exercices budgétaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il est clair que l'évaluation est faite sur la base du PTBA qui constitue un document prévisionnel d'action.</li> <li>Les réalisations physiques anticipées sont les bienvenues à condition qu'ils figurent dans le PTBA à modifier chaque fois que nécessaire</li> <li>La RMP traitera ce point au moment venu</li> <li>La planification annuelle ne doit tenir compte que des capacités de réalisation de l'UGP</li> </ul>
10	A ce jour, aucune AGR n'a été mise en place mais 26 OPA ont été identifiées à Ouarzazate-Tinghir..... Alors que l'UGP Ouarzazate n'a pas encore identifié les bénéficiaires des activités réalisées du projet à savoir les AHA et les pistes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Voir éléments de réponse n°9. En effet, les deux premières années du projet sont consacrées essentiellement à la mise en place des préalables y compris l'identification des bénéficiaires et leur organisation.</li> <li>Contrairement à ce qui est mentionné dans cette partie, les bénéficiaires potentiels pour les AHA et pistes sont déjà identifiés mais non encore organisés. L'UGP a été renforcée par le chef du bureau des OP au SVOP pour suivre le processus de création des OP avec l'équipe de l'AT.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>A 20 mois de l'atelier de démarrage du projet, les listes complètes des bénéficiaires ne sont pas encore arrêtées. D'autant plus, le sociologue chargé d'appui à l'ingénierie sociale ne parviendra jamais à satisfaire cette activité capitale pour le projet.</li> <li>Donc on confirme que les usagers ne sont pas encore organisés alors que les séguias sont bien achevés. D'où un manque de coordination et de planification.</li> </ul>



11	<ul style="list-style-type: none"> <li>Après 27 mois de son démarrage, la mise en œuvre globale du projet connaît des difficultés importantes....</li> <li>A Ouarzazate, la qualité des prestations fournies par les AT est en deçà des attentes.....</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ces propos sont à nuancer (voir Eléments de réponse au point 9)</li> <li>Pour l'AT à Ouarzazate, un plan de redressement a été mis en œuvre par l'ORMVAO. De même, l'UGP a été renforcée par des cadres de l'ORMVAO.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ce constat de la missions s'est basé sur les pourcentages des réalisations par rapport aux PTBA et l'état d'avancement global du Projet.</li> <li>Bonne note prise pour l'ORMVAO- Ceci confirme le constat de la mission lors de son passage</li> </ul>
12	<p>Etant donné qu'aucune évaluation des membres de l'AT n'a été opérée par l'ORMVAO, ..... En outre, la coordination entre les membres de l'AT reste très limitée et segmentaire. Celle-ci est aussi très restreinte avec les spécialistes matière, membres de l'UGP.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un plan de redressement de la situation de l'AT a été mis en œuvre. De même, l'UGP a été renforcée par des cadres de l'ORMVAO.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bonne note prise pour l'ORMVAO- Ceci confirme le constat de la mission lors de son passage</li> </ul>
14	<p>... La mission invite la DDERZM à veiller à ce que l'ensemble du personnel affecté au projet, et notamment les employés de l'assistance technique, soient couverts par la sécurité sociale conformément à la réglementation en vigueur et à s'assurer auprès du bureau d'étude du versement régulier des cotisations exigées par la loi.</p>	<p>La réglementation en vigueur en matière de marchés publics est intransigeante sur ces aspects. La DDERZM, en concertation avec les deux UGP, veillera sur le respect de cette recommandation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bien noté</li> </ul>
15	<p>..... La mission invite la DDERZM à resoumettre une version révisée du manuel de procédures, du PTBA et du PPM pour avis de non-objection avant Fin Octobre 2019. En outre, le FIDA apportera son appui à la DDERZM dans l'objectif de rectifier ces outils dans les meilleurs délais.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La recommandation portant sur la révision du manuel de procédures a déjà fait l'objet rapport de mission de supervision de 2018. La DDERZM n'a aucune objection sur cette recommandation qui reste tributaire de la révision du document de conception finale du projet lors de la révision à mi-parcours du projet.</li> <li>Les nouveaux PTBA et PPM seront adoptés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bien noté</li> </ul>
16	<p>En termes de la SECAP ...la mission note que les équipes du projet ne sont pas sensibilisées sur ces questions et ne maîtrisent pas les</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La procédure SECAP, en version anglaise, n'a été remise à la Direction Nationale du projet qu'après achèvement de la mission de supervision (07</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bien noté</li> </ul>

	notions relatives aux dispositions de cet outil indispensable ..... A ce titre, le FIDA apportera son appui pour mieux sensibiliser les équipes du projet sur ces questions et renforcer cet aspect au niveau du manuel	Octobre 2019). Une formation sur ses aspects au profit des UGP s'avère nécessaire. <ul style="list-style-type: none"> <li>L'intégration de cette procédure au niveau du manuel sera prise en compte au moment de la révision de ce dernier.</li> </ul>	
21	.....et la participation des femmes est timide voire inexistante. ....	La participation de la femme dans la composition des équipes métier dans la zone du projet est effectivement faible, ceci est dû au fait que l'intervention de la femme dans les zones de montagnes se limite aux activités du foyer, de l'élevage et la collecte de bois de feu. De ce fait .la participation de la femme dans certaines activités nouvelles telles l'encadrement au niveau des équipes métiers nécessite d'avantage d'efforts de sensibilisation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bien noté</li> </ul>
22	..... L'étude de faisabilité technico-économique pour la mise en place d'une unité de transformation et de valorisation des pommes au niveau de cette zone est impérative	Le prestataire de l'AT a été saisi pour la mobilisation d'un expert en agro-industrie pour la réalisation de l'étude de faisabilité technico économique et l'identification du site de la 2ème UV et sa faisabilité.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bien noté</li> </ul>
23	Lors de ses visites sur le terrain, la mission a constaté un manque d'information et de sensibilisation sur le Projet chez les bénéficiaires	L'équipe du projet a procédé à l'organisation de journées d'information et de sensibilisation au profit des agriculteurs et OP. En plus, des campagnes d'information et de sensibilisation plus intensives sur les actions du projet seront organisées en partenariat avec l'ONCA.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bien noté tout en invitant les UGP à cibler davantage la participation des bénéficiaires à ces campagnes d'information et de sensibilisation.</li> </ul>
28	Pomme de terre. Le programme initial prévoit l'extension de la PDT sur une superficie de 100 Ha dont les réalisations sont nulles à la date de la mission. En matière d'extension de la PDT le projet a prévu 600 Ha sans réalisation à ce jour.	Il y a lieu de noter que cette activité porte sur une culture annuelle pour lesquelles les extensions ne se font pas dans le cadre du Pilier II du Plan Maroc Vert. Aussi, pour des motifs exprimés par les agriculteurs de la PT inhérents aux difficultés de la commercialisation de la production, l'extension et l'intensification ont été remises en revues avec comme alternative la construction d'un dépôt à soumettre à la mission d'évaluation à mi-parcours. Déjà à cet effet, une coopérative vient d'être constituée à Moulouya dans la Commune d'Aghbala.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bien noté- A retenir pour la RMP</li> </ul>



29	..... ce qui nécessite un rapprochement de la DPA avec l'ONCA pour la préparation et l'harmonisation des programmes et la prise en charge effective de cette composante du PDRMA par l'ONCA en 2020.	A noter qu'un rapprochement a eu lieu au titre de 2019 entre les UGP et l'ONCA. En effet, cet établissement a déjà réalisé des interventions sur son propre budget. Par ailleurs, un programme de partenariat entre les UGP et l'ONCA au titre de 2020 est déjà arrêté et les crédits nécessaires sont inscrits dans la loi de finance 2020.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bien noté et reflété au niveau de l'AM</li> </ul>
34 et 35	En raison de ces contraintes, la mission recommande de surseoir à l'exécution des travaux d'aménagement prévus. La revue à mi-parcours en 2020 permettra de définir le schéma d'intervention le mieux approprié tenant compte à la fois des contraintes et opportunités en matière d'hydraulique pastorale mais aussi des priorités des éleveurs et des impératifs liés à l'environnement et à la gestion durable et rationnelle de la ressource en eau. La revue à mi-parcours permettra également de revoir et de rectifier les allocations budgétaires au niveau du COSTAB	L'ORMVAO va surseoir à l'exécution des travaux d'aménagement des points d'eau. En attendant la revue à mi-parcours prévue en 2020, un travail d'identification des aménagements à réaliser en tenant compte des spécificités des zones de montagne sera poursuivi. De même, l'ORMVAO poursuivra les efforts de capitalisation des expériences de mobilisation des ressources en eau pour l'abreuvement du cheptel au niveau de la zone d'action de l'ORMVAO (projet CBTHA, programme pour le développement des parcours et la régulation des flux de transhumants) ou d'autres zones à identifier.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bien noté</li> </ul>
37 et 70	...Cependant, le groupe cible n'a pas bénéficié d'un programme de renforcement des capacités en matière de conduite technique de l'élevage et les dispositions nécessaires à prendre en matière d'alimentation et d'hébergement des animaux. A ce titre, la mission propose de: i) organiser des séances de sensibilisation et d'information des bénéficiaires avant la livraison des animaux, ii) appuyer les OP dans l'acquisition de l'aliment composé subventionné pour la phase initiale de l'activité, iii) revoir la proposition de convention avec les bénéficiaires pour y inclure leur engagement à assurer l'alimentation et l'hébergement des animaux dans les conditions requises et y alléger les	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un programme de sensibilisation et de renforcement des capacités sera organisé au profit des bénéficiaires en concertation avec l'ONCA et l'ONSSA.</li> <li>• La convention avec les bénéficiaires sera finalisée en tenant compte des remarques formulées, néanmoins, il est à préciser que les mesures coercitives mentionnées dans le modèle de convention proposé (recours aux tribunaux en cas de litiges) sont susceptibles de protéger l'ORMVAO en cas de non-respect des clauses du contrat.</li> <li>• En plus les femmes bénéficiaires des ovins seront touchées par le programme prophylactique prévu en 2019 par le projet ainsi que l'opération de distribution des aliments subventionnés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bien noté</li> <li>• Bien noté</li> <li>• Bien noté</li> </ul>

	mesures coercitives à l'encontre des bénéficiaires à la faveur de mesures d'entente et de partenariat		
40	<p>Etude des potentialités mellifères de la zone du projet. L'étude lancée en 2018 est en cours d'achèvement. L'examen de la version provisoire du rapport met en évidence la faiblesse de la qualité du livrable. L'analyse technico-économique de la filière est assez générique et les potentialités mellifères de la zone ainsi que leur diversité ne sont que superficiellement abordées. Des propositions concrètes et pratiques permettant de lever les contraintes aux développements de la filière aussi bien à l'amont qu'à l'aval ne sont pas clairement élucidées.</p>	<p>Après deux versions provisoires présentées de documents et deux réunions avec le bureau d'étude, la troisième version du rapport provisoire relatif à la mission 1 (1/2) ne répond pas aux exigences du CPS, ce qui empêche la DPA de réceptionner ledit rapport. La DPA a envisagé d'accorder à ce bureau d'étude une dernière opportunité pour la mise à niveau de l'étude</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat validé</li> </ul>
41	<p>Amélioration de la jachère. Au cours de cette année, l'UGP a procédé à la plantation d'une superficie totale de 180 ha en <i>Atriplex nummularia</i> au niveau de 51 parcelles réparties chez 26 bénéficiaires exploitant 2860 têtes de petits ruminants, parmi les agropasteurs de 3 CR de la zone du projet (Tizi n'Isly, Aghbala et Boufferda). Les travaux du sol ont été réalisés en février et les plantations durant la période mars-avril 2019. La visite effectuée sur les lieux au cours de la mission, a permis de constater que 10 à 20% des plants mis en terre ne sont pas vigoureux. En outre, la coïncidence des plantations avec une période exceptionnellement sèche diminue la chance de survie des plantules. A cet effet la mission recommande de: i) veiller à ce que l'opération de regarnis prévue dans</p>	<p>La DPA veillera au respect des clauses du marché et tiendra à assurer la réalisation de ces trois recommandations de la mission de supervision dans les meilleures conditions, et les résultats de cette opération seront évalués compte tenu des conditions climatiques et de l'engagement des éleveurs de la région.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat validé</li> </ul>



	le CPS soit réalisée dans les meilleures conditions (plants vigoureux et arrosage), ii) assurer un suivi régulier afin de permettre un taux de réussite convenable et iii) exiger l'engagement des bénéficiaires pour le respect des règles de conduite et d'exploitation des jachères améliorées.		
43	La visite de terrain et les entretiens réalisés avec les bénéficiaires ont montré que les sites ont été choisis d'un commun accord entre le projet et l'Association des éleveurs des Aït Sokhmane et que les critères liés à la nature du relief et du réseau hydrographique sont bien respectés. Cependant, une étude de faisabilité permettant de dimensionner les ouvrages n'a pas été réalisée. L'analyse de la répartition actuelle des citernes montre une concentration des citernes dans la partie nord de la CR de Boufferda (2 anciennes et 3 nouvelles) où le milieu est déjà assez fragile en raison de l'existence de la céréaliculture en pluvial.	En ce qui concerne les points d'eau pour l'abreuvement des troupeaux, l'emplacement des citernes a résulté des propositions des éleveurs pasteurs et des caractéristiques du relief. Une note de faisabilité, y compris le dimensionnement des ouvrages, sera établie sur l'utilisation et le fonctionnement des citernes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat validé</li> </ul>
44	A cet effet, la mission recommande pour les aménagements futurs de: i) Procéder à la réalisation des études de faisabilité techniques incluant les aspects environnementaux et sociaux, et à ii) engager les éleveurs à respecter les règles de gestion, d'exploitation et de maintenance de ces points d'eau et les sensibiliser sur les risques d'une croissance de la sédentarisation autour de ces ouvrages et ses effets néfastes sur les ressources pastorales et sur l'environnement.	Aussi la sensibilisation des éleveurs sur les risques de dégradation des parcours au voisinage des points d'eau sera élargie pour une meilleure gestion de passage des troupeaux entre les pâturages et les citernes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat validé</li> </ul>

45	<p><b>DIVERSIFICATION DES SOURCES DE REVENUS.</b></p> <p>Dans cette sous-composante .....A ce jour aucune activité n'a été mise en œuvre. Toutefois, le processus d'identification des bénéficiaires potentiels et des types d'AGR qui pourraient être appuyées est en cours. Au niveau de la province de Ouazazate, l'UGP a opté pour la distribution des brebis et bœufs comme activités génératrice de revenu, cette activité est prévue au cours de l'année 2019. Cependant l'identification des femmes bénéficiaires et l'effectif des animaux à distribuer par femme ne répondent pas aux objectifs de l'amélioration des sources de revenu.</p>	<p>Le marché relatif à l'acquisition des ovins est attribué et sera exécuté avant la fin de l'année.</p> <p>L'équipe chargée du choix des bénéficiaires d'AGRs s'est confrontée à des difficultés réelles liées aux conflits entre acteurs locaux et à la forte demande des OPs et population locale. En dépit de l'effort déployé en termes des critères de choix en concertation avec les autorités locales et les acteurs locaux, plusieurs conflits ont émergé et ont fait l'objet de plusieurs requêtes auprès de l'ORMVAO et de la province. Pour résoudre ce problème, il sera procédé l'achat de 150 brebis et 10 bœufs à partir du reliquat du marché d'acquisition d'ovins. De même, la convention avec l'ANDZOA prévoit le financement d'AGRs en appui au projet PDRMA pour un montant de 600.000 Dh.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La mission est d'avis que cette question est beaucoup plus une question de ciblage que de disponibilité de fonds pour satisfaire toutes les doléances.</li> <li>• Un travail d'ingénierie sociale plus approprié est à prévoir pour réussir cette AGR.</li> </ul>
46	<p>Aucune activité, programmée dans le PTBA 2019, n'a commencé et les actions engagées se limitent au lancement de deux AO dont le dépouillement est en cours pour la réalisation de 27 310 ml de séguiaas bétonnés. En cumulé, depuis le démarrage du projet, 9062 ml de séguiaas bétonnés ont été réalisés sur 11624 ml retenus dans les deux provinces soit un taux d'avancement de 78%. Ces réalisations représentent 8% des prévisions globales du projet (113500 ml). Le rythme d'avancement soit des dossiers techniques de conception soit l'exécution des travaux est globalement faible. A ce rythme, les réalisations ne pourraient dépasser les 55 % des prévisions du projet à sa clôture. La mission a fait les constats suivants: i) les travaux PMH sont exécutés sans travaux topographiques et plans d'exécution, et ii) la qualité des travaux est globalement acceptable mais quelques travaux de finition</p>	<p>Il y a lieu de rappeler que les deux premières années du projet sont consacrées essentiellement à la mise en place des préalables requis et à la réalisation des études nécessaires pour l'exécution des travaux. Aussi, les deux marchés d'AHA prévus en 2019 sont engagés et les travaux seront entamés incessamment après avoir fourni aux entreprises l'ensemble des profils et plans nécessaires à la réalisation des travaux.</p> <p>Concernant les marchés de 2018, les travaux sont en cours d'achèvement. Il est à signaler que des piquets ont été donnés aux entreprises par le topographe de l'AT avant le démarrage des travaux pour assurer une pente convenable le long des séguiaas réhabilités. En plus des plans (coupes transversales) ont été fournis aux entreprises précisant les sections et les plans de ferrailage à adopter.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au moment de la mission, les plans en question ne sont pas disponibles, constat validé</li> </ul>



	doivent être renforcés (génie civil, joints de dilatation).		
47	Le PTBA 2019 n'a prévu aucun aménagement PMH. Les réalisations cumulées portent sur l'aménagement de 17,4 km sur 18,2 km retenus par le PTBA 2018. Le niveau de réalisation est relativement acceptable (30%) par rapport aux objectifs quantitatifs du projet (57 km). Les constats identifiés par la mission pour les ouvrages visités sont : i) La qualité des travaux des ouvrages visités par la mission est globalement acceptable; ii) la mise en œuvre du béton, pour certains tronçons est d'une qualité moyenne; et iii) des fuites d'eau localisées ont été observées au niveau des seguias.	Les chantiers de bétonnage des Séguias ne sont pas encore complètement achevés, Tous les tronçons présentant des fuites d'eau ou des insuffisances en qualité de béton seront renforcés et corrigés ; c'est d'ailleurs ce qui est prévu dans le CPS avant la réception définitive	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat validé</li> </ul>
48	A Ouarzazate, les aménagements de protection des berges des oueds ont été intégrés dans les marchés d'aménagement des séguias. Les réalisations du PTBA 2019 se limitent au lancement de 2 AO pour la mise en place de 27500 m <sup>3</sup> de gabions et dont le dépouillement des offres est en cours. Les réalisations cumulées, retenues par le PTBA 2018, portent sur 4 640 m <sup>3</sup> (pour un volume total de 4950 m <sup>3</sup> ) soit 10% des prévisions du projet. Ces réalisations ont été exécutées sans des études techniques spécifiques à chaque site (analyse de l'hydraulicité des cours d'eau, impact des aménagements sur la protection des terres et stabilités des gabions).	<p>Les deux marchés de protection des terrains de cultures prévus en 2019 sont engagés et les travaux seront entamés incessamment après avoir détaillé et actualisé l'ensemble des études et plans d'exécution nécessaires à la réalisation des travaux.</p> <p>Concernant les marchés de 2018, les travaux sont en cours d'achèvement. Ces travaux ont été réalisés sur la base des plans (coupes transversales) fournis aux entreprises précisant les dimensions des gabions ainsi que la hauteur et la largeur des murs de protection.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constats validés</li> </ul>
49	A Ouarzazate, le PTBA n'a pas prévu de réhabilitation de pistes. Les travaux en cours d'exécution, planifiés au niveau du PTBA 2018, se limitent à 2 pistes à Tinghir totalisant	Concernant les travaux d'aménagement des pistes qui sont en cours d'exécution, des missions ont été effectuées par les cadres de l'ORMVAO et l'AT pour veiller sur le bon déroulement des travaux et procéder aux rectifications	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat validé</li> <li>• Peut être faut prévoir une formation même en ligne sur SECAP.</li> </ul>

	<p>un linéaire de 4,47 km. Le taux global d'avancement des travaux est de 35 % pour 45 % des délais contractuels des 2 marchés. Le niveau de réalisation reste faible (4%) par rapport aux objectifs quantitatifs du projet (112 km). A ce rythme, les réalisations cumulées à la clôture du projet seraient de l'ordre de 45% des prévisions. Les constats identifiés par la mission lors des visites des 2 chantiers sont:</p> <p>i) les ouvrages ont été exécutés à partir de plan type et sans plans d'exécution détaillés (plan d'implantation, protection spécifique amont/aval); et ii) les matériaux provenant des déblais sont évacués dans une parcelle privée. La mission recommande l'identification de sites de dépôts de ces matériaux en préservant l'environnement et la sécurité des riverains. La mission rappelle que les dispositions de la SECAP doivent être systématiquement et obligatoirement respectées.</p>	<p>nécessaires sachant que la procédure SECAP, en version anglaise, n'a été remise à la Direction Nationale du projet qu'après achèvement de la mission de supervision (07 Octobre 2019).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bien noté. Mais la première mission de supervision du PDRMA avait déjà souligné l'importance d'appliquer la ASECAP et els études nécessaires pour les UV par exemple. Toutefois c'est un aspect qui reste à renforcer au niveau de la mise en œuvre. A cet effet, le FIDA proposera une formation.</li> </ul>
50	<p>L'étude de 142 km de pistes confiée à un bureau d'études est en retard (50% du délai consommé) et les documents rendus (seulement l'étude d'exécution) se limitent aux études de 16 km de pistes (11%). La qualité de ces documents est insatisfaisante et l'élaboration des études doit respecter le phasage des prestations conformément au contrat du bureau d'études.</p>	<p>Aucun rapport des études n'a été réceptionné par l'ORMVAO. A ce stade, seuls deux rapports ont été soumis en édition provisoire à l'ORMVAO pour examen.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constat validé</li> </ul>
51	<p>A Beni Mellal, une étude de réhabilitation de 16 km de pistes est en cours d'élaboration et la conception de l'aménagement présentée par le bureau d'études ne permettra pas le fonctionnement de la quasi-totalité des ouvrages hydrauliques. Cette conception doit</p>	<p>Les corrections sont introduites dans l'étude en cours de réalisation et elles sont prises en considération dans les termes de référence relatifs à l'AO.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constat validé</li> </ul>



	être reprise. Un AO de travaux de 4 km de piste a été lancé.		
52	La mission note que certains commentaires émis par le FIDA suite aux revues à priori n'ont pas été pris en considération par le projet. Ils ont été soit modifiés soit supprimés. ....	L'équipe du projet veillera au respect intégral des procédures et remarques du FIDA.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat validé</li> </ul>
58	Après écoulement de 33% de la durée contractuelle du projet, les activités de l'amont des filières végétales relatives à la plantation arboricole et l'amélioration de la productivité n'ont pas encore démarrées. La majorité de ces actions sont encore en phase de passation des marchés. Selon les estimations de la mission, les activités génératrices de revenu peuvent être éventuellement réalisées en fin d'année en cours selon l'état d'avancement actuel (marché en cours d'engagement). Les réalisations physiques sont encore très limitées (Voir description détaillée des composantes techniques).	Il y a lieu de rappeler que les deux premières années du projet sont consacrées essentiellement à la mise en place des préalables requis et à la réalisation des études nécessaires pour l'exécution des travaux. Aussi, les marchés relatifs aux travaux de plantation de l'amandier et du pommier sont attribués. Les plantations débiteront respectivement au cours des mois de décembre 2019 et février 2020.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La remarque relative à la période de plantation (Déc.) est acceptée, toutefois, il y a lieu de noter que les travaux de sols ne sont pas encore entamés (ouverture des trous).</li> <li>• En outre cet argument du phasage (2 années de préparatifs) n'est pas pertinent pour ce point, vu que nous portons un jugement sur le PTBA.</li> </ul>
59	Dans le cadre du PTBA 2019, et après d'écoulement de 75% du délai annuel, l'ensemble des activités prévues sont en phase de passation de marché et donc sur la base des capacités actuelles d'exécution des structures de gestion du projet et avec le rythme actuel seulement 4 sur les 30 activités prévues peuvent être réalisées.	Il y a lieu de rappeler que les deux premières années du projet sont consacrées essentiellement à la mise en place des préalables requis et à la réalisation des études nécessaires pour l'exécution des travaux. Pour le PTBA 2019, la plupart des activités y prévues portent sur des prestations ou travaux à réaliser sur plusieurs années. Ainsi, à la fin du mois de septembre 2019, 15 contrats ont été engagés. Le reste est prévu pour le mois de novembre 2019.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La mission s'est basée sur les données fournies lors de son échange avec les équipes. D'après le constat de la mission 4 activités sur 30 peuvent être réalisées. L'AM prend note de cette information supplémentaire. D'après le constat de la mission Il s'agit de 15 % des contrats de 2019 (et non pas 15 contrats).</li> </ul>
60	Concernant le cadre logique, Il n'est toujours pas possible de renseigner les indicateurs puisque aucune activité physique n'est	Il y a lieu de rappeler que les deux premières années du projet sont consacrées essentiellement à la mise en place des préalables requis et à la réalisation des études nécessaires pour l'exécution des travaux. Le SSE du projet est mis en place et vue que les activités ne sont pas encore	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat validé</li> </ul>

	finalisée dans le cadre du projet au niveau des provinces Ouarzazate et Tinghir.	entamées, les indicateurs du cadre logique seront renseignés dès cette année au fur et à mesure de la mise en œuvre des activités du projet.	
62	Par rapport à l'année 2019, certaines activités ont été réalisées (ou en phase de passation des marchés) mais en dehors du PTBA sujet de l'ANO, à savoir : (i) l'étude de diagnostic des ressources en eaux souterraines, (ii) le contrat architectural des UV, (iii) et les études de contrôle des travaux de PMH et la réhabilitation des vergers du pommier.	Les activités citées ci-contre ont été introduites dans le tableau du PTBA comme lignes budgétaires et les marchés correspondants ont été distingués dans les tableaux du PPM selon les nouveaux canevas que nous avons reçus des consultants de la Mission de supervision.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constat validé</li> </ul>
63	Au niveau de la province de Béni Mellal, le cadre logique n'est pas encore actualisé malgré la réalisation de quelques activités physiques, les indicateurs de bases ne sont pas renseignés car selon l'UGP l'échantillonnage établie pour la réalisation de la situation de référence est limité et ne traduit pas la situation réelle avant démarrage du projet.	<p>Jusqu'à présent il s'agit du nombre de ménages et des individus hommes et femmes ayant bénéficié de la formation des pomiculteurs en 2018. En ce qui concerne l'extension de l'amandier et la plantation de l'Atriplex, les résultats de projets réussis ne sont pas encore déterminés. Pour le cas de la PMH les listes des bénéficiaires et des AUEA ne sont pas encore achevées.</p> <p>Pour la déclaration de la DPA de Béni Mellal quant au mode d'échantillonnage, il y a lieu de préciser que cette DPA était membre du comité du pilotage qui a été instauré pour le suivi de cette prestation. Ainsi, elle avait pris part à la réunion du démarrage qui a été consacrée à la validation de la note méthodologique présentée par l'Ingénieur Conseil y compris le mode d'échantillonnage et aucune réserve n'a été émise à ce moment. Aussi, cette entité a été associée le long de l'exécution de l'étude en question notamment au moment de la réalisation des enquêtes sur le terrain et à l'atelier de restitution des résultats. Elle a même signé le PV de réception de la prestation.</p> <p>Le mécanisme de ciblage du FIDA a été pris en compte, la documentation existante sera affinée en expliquant le degré d'intégration de ce mécanisme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Clarification bien notée et intégrée au niveau de l'AM</li> </ul>
64	Ouarzazate et Tinghir. L'identification des bénéficiaires au niveau des provinces Ouarzazate et Tinghir n'a pas parfaitement suivi le mécanisme de ciblage du FIDA pour la majorité des actions prévues et s'articule principalement autour de quelques critères d'éligibilité qui ont été respectés. Le		<ul style="list-style-type: none"> <li>Constat validé sur la base de la documentation fournie à la mission.</li> </ul>



	<p>ciblage géographique a été respecté touchant l'ensemble des communes ayant des indicateurs de pauvreté élevés. Le ciblage par la sensibilisation des bénéficiaires est insuffisamment utilisé par l'UGP durant la mise en place des activités de projet. Ainsi les efforts fournis dans la mobilisation des OPA partenaires du projet pour la constitution des listes de bénéficiaires éligibles demeurent faibles. Le processus de ciblage et de vérification des critères d'éligibilité est peu documenté et donc difficilement vérifiable.</p>		
67	<p>..... A cet effet, la mission rappelle également qu'il est important de disposer des fiches codifiées de chaque bénéficiaire direct des activités de projet pour faciliter l'alimentation du système de suivi-évaluation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La DPA a tenu compte de cette recommandation et les fiches nécessaires seront préparées et renseignées.</li> <li>• L'ORMVAO est en cours de préparation d'une liste des bénéficiaires et qui sera actualisée en tenant compte de cette recommandation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat validé</li> </ul>
69	<p>Cependant, la mission a constaté que les femmes identifiées du projet représentent encore un pourcentage très limité (14% à Ouarzazate-Tinghir et 28 % à Beni Mellal). Considérant que les femmes ont un accès limité au foncier ou peu intégrées dans les OPA, cela peut expliquer leur faible intégration dans les filières végétales. Toutefois, la mission note que les AGR offrent une opportunité importante pour augmenter significativement le taux d'intégration des femmes dans les activités du projet.</p>	<p>Au niveau de l'ORMVAO, le programme 2019 des AGR est destiné entièrement aux femmes. De plus, l'équipe de l'assistance technique sera renforcée par le recrutement d'une animatrice au courant du mois d'octobre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat validé et bonne note pour l'animatrice</li> </ul>
72	<p>..... La mission juge que l'AT à Ouarzazate est défailante ....</p>	<p>Voir éléments de réponses point 12</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat validé</li> </ul>
74	<p>Les UGP sont fonctionnelles mais la coordination intra et inter UGP peut être améliorée. En outre le manuel de procédures</p>	<p>Sur le plan organisationnel, l'ORMVAO a procédé au renforcement de l'UGP par trois services (Service de Programmation et de Planification, Service Administratif et</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constats validés</li> </ul>

	<p>qui se veut un document dynamique et outil indispensable pour les UGP doit être révisé. Une mission de supervision a été effectuée par l'UCCP, cette pratique est à poursuivre et à intensifier puisqu'elle permettra de renforcer le pilotage global du projet et d'assurer la cohérence des actions et le suivi rapproché de sa mise en œuvre. Eu égard à la multiplicité des activités au niveau de la DPA et de l'ORMVA, il est recommandé, si les ressources humaines le permettent, d'affecter des cadres dédiés exclusivement au projet afin d'assurer un suivi plus rapproché de sa mise en œuvre.</p>	<p>Financier, Service de Vulgarisation et des Organisations Professionnelles) et par un cadre chargé de la mission de suivi et évaluation du projet et le suivi des missions de l'Assistance Technique</p> <p>Concernant la coordination du projet, un programme de communication interne et externe du projet sera élaboré</p> <p>Concernant la révision du manuel de procédures, voir éléments de réponses point 15</p>	
75	<p>D'une façon globale les responsabilités en matière de suivi-évaluation sont identifiées dans chaque UGP. Les rapports d'activité, préparés par les AT, permettent de suivre les produits du Projet mais la qualité des rapports analysés par la mission varie selon l'état d'avancement des activités qui reste encore timide et tributaire d'un processus de passation de marché lent. Le système d'information de la DDERZM, toujours en cours de développement, n'est pas opérationnel et ne répond pas encore aux objectifs de suivi-évaluation du fait que i) Les indicateurs ne sont pas encore intégrés dans le système, ii) les états de sorties sont en cours de développement, iii) les canevas du PPM et PTBA insérés ne couvrent pas les détails nécessaires demandés par le FIDA, et iv) le SI ne reflète dans aucun tableau le nombre de bénéficiaires du projet. Le marché pour l'étude de référence a été achevé et réceptionné.</p>	<p>La conception du SI-PDRMA est actuellement achevée, et son déploiement au niveau des UGP est prévu courant du mois d'Octobre après formation des points focaux désignés au niveau des Directions de Projets pour son alimentation et mise à jour régulière des données relatives aux pilotage et suivi des PTBA validés.</p> <p>Certes, un retard a été accumulé dans la mise en œuvre du SI-PDRMA. Toutefois, il faut noter que ce système a été conçu pour répondre à l'ensemble des besoins de pilotage et suivi du projet et non pas aux fins uniques de suivi comptable. Ce Système est annexé à une plateforme en ligne de Pilotage et Suivi global des projets de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne. Il comprend un module pour l'identification des projets du PDRMA, un module pour la saisie des PTBA, PPM et Gestion Comptable, et un module de Suivi des réalisations physiques, financières, et des indicateurs RIMS. Un centre de Reporting sera également annexé au SI-PDRMA, dès les premières remontées d'informations à partir des UGP.</p> <p>Un accès au SI-PDRMA sera fourni au FIDA pour validation de l'architecture globale de la Plateforme Informatique et des canevas mis en ligne.</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Constats maintenus. Malgré la grande performance du SIDERZM, il y a lieu de noter qu'il n'est toujours pas opérationnel pour pouvoir statuer sur les outputs.</li></ul>



		La Situation comptable actuelle du PDRMA ainsi que l'essentiel des états financiers sont actuellement saisis et mis à jours sur le SI-PDRMA. Les autres informations relatives aux PTBA, PPM, RIMS, etc., feront l'objet de saisie au niveau régional.	
78	<p><b>Décaissement.</b> Contrairement aux autres projets actuellement financés par le FIDA au Maroc, la méthode de décaissement retenue pour le projet PDRMA est l'avance sur compte désigné. Le projet n'a pas encore procédé à aucune justification des paiements effectués, en raison des difficultés liées à (i) l'intervention de différentes parties prenantes (Trésorerie Générale du Royaume, Division des financements, Budget) et (ii) de la nécessité de transmettre l'intégralité des pièces justificatives du niveau régional vers le niveau central, indépendamment des montants payés. Par ailleurs, la mission a noté qu'une demande de justification partielle totalisant un montant de 5.2 Millions de Dirhams (équivalent à MEUR 0.5) a été établie par le projet depuis Mars 2019, et est en cours de traitement au niveau du ministère des finances.</p>	<p>La méthode de décaissement retenue pour le projet PDRMA est l'avance sur compte désigné. La Direction Financière a envoyée au MEF une première demande de décaissement totalisant un montant de <b>5,2 Millions de Dirhams (équivalent à 0,5 Millions d'EUR)</b> depuis Mars 2019, une deuxième demande de décaissement pour justifier le reliquat restant sur l'avance de 1,5 Millions d'euros du FIDA est en cours de traitement au niveau de la DF et sera transmise au MEF/DB courant du mois d'octobre. Avec cette deuxième demande la totalité de l'avance sera justifiée.</p> <p>Cependant le seuil des avances appliqué par le FIDA reste très faible, et la Direction Financière souhaite augmenter ce seuil pour pouvoir faire une demande de décaissement importante sur le projet.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat maintenu et validé</li> <li>• Le seuil est tributaire de la capacité de mise en œuvre reflétée dans le PTBA</li> </ul>
79	<p>La mission a rappelé au projet que, conformément, au paragraphe 7 de la lettre à l'emprunteur, les demandes de retrait de fonds relatives au retrait anticipé et aux remboursements peuvent être soumises au terme d'un délai de quatre-vingt-dix jours suivant la précédente demande de retrait.</p>	Sera prise en compte ultérieurement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat maintenu</li> </ul>
81	<p>La mission a convenu avec le projet de déposer dès que possible une demande de justification des paiements effectués, et de</p>	Voir éléments de réponses au point 78	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat maintenu</li> </ul>

	veiller à rattacher les paiements aux catégories correspondantes, tels qu'elles apparaissent au niveau de l'accord de financement. La liste des pièces justificatives à fournir au niveau des demandes de retrait de fonds ainsi que les formulaires à utiliser sont indiqués au niveau des annexes 3 et 3A de la lettre à l'emprunteur, tel que révisés par le manuel sur le décaissement des prêts publié par le FIDA en juin 2017.		
82	La mission a, par ailleurs, rappelé au projet que le portail ICP dédié, entre autre, à la soumission des demandes de retrait de fonds, a été déployé par le FIDA et qu'une lettre d'information invitant les projets financés par le FIDA au Maroc à démarrer l'utilisation effective de cet outil a été transmise depuis Mars 2019. La mission appelle le projet à activer l'opérationnalisation de cet outil pour le suivi et la soumission des demandes de retrait de fonds futures.1.	L'opérationnalisation de cet outil nécessite l'appui de ses utilisateurs par une session de formation et de démonstration	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il faut noter qu'une formation a été organisée et assurée par le FIDA (février 2019). Toutefois on prend bien note qu'un appui supplémentaire est nécessaire.</li> </ul>
84	<b>Budgétisation:</b> La mission a revu avec le projet le PTBA 2019 et a noté certaines anomalies, .....	Le PTBA 2019 actualisé en tenant compte des observations de la mission de supervision et du nouveau canevas sera transmis incessamment.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constat maintenu</li> </ul>
85	<b>Contrôle interne:</b> .....La mission recommande de mettre à jour le manuel de procédures du projet et la soumission de la version révisée au FIDA pour non objection.	Cf. éléments de réponse point 15	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constat maintenu</li> </ul>
86	<b>Comptabilité et système d'information :</b> L'outil SIDERZM n'est toujours pas déployé, et le projet ne dispose d'une comptabilité	Voir éléments de réponse point 75	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constat maintenu</li> </ul>



	individualisée. Les rapports financiers sont ainsi préparés sur Excel, ce qui accroît le risque d'erreur et expose les données du projet au risque de perte, en l'absence d'une procédure de sauvegarde des données. La mission recommande la fixation de la date du 31 octobre 2109 comme date ultime, au-delà de laquelle le projet doit entamer les démarches pour l'acquisition d'un logiciel comptable, en concertation avec le FIDA.		
87	<b>Reporting.</b> La mission a constaté que contrairement à ce qui est prévu au niveau de l'accord de financement, le projet n'a pas adressé au FIDA des rapports financiers semestriels au plus tard 45 jours après la fin de chaque semestre, et un rapport annuel avant audit au plus tard 4 mois après la date de clôture de chaque exercice.	Il y a lieu de noter qu'un rapport d'activité au titre de 2017, 2018 et 2019, arrêté au 30 Juin 2019, ainsi qu'un rapport financier sur la même période ont été transmis au FIDA en Juillet 2019. Toutefois, concernant les délais de transmissions, la recommandation émise par la mission de supervision sera prise en considération	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat maintenu</li> </ul>
88	<b>Gestion des actifs acquis avec les fonds du projet:</b>	Remarques seront prises en compte	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat maintenu</li> </ul>
89 à 91	<b>Audit</b>	Voir éléments de réponses de la DDERZM aux observations du rapport d'audit n° 6154 de l'IGF dont copie vous a été communiquée en juillet 2019	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Eléments déjà considérés par l'expert de la mission.</li> </ul>
91	.....Enfin, la mission a noté que les états financiers joints au rapport d'audit ne respectent pas les directives du FIDA en matière de gestion financière et d'audit, et invite le projet à soumettre pour les prochains audits un jeu complet d'états financiers conformément à ces directives.	L'audit réalisée par l'IGF porte sur les exercices 2017 et 2018. La DDERZM a attiré l'attention des auditeurs sur le fait que les nouveaux états financiers ne sont exigés qu'à partir de janvier 2019, comme le stipule le manuel de la gestion financière du FIDA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat maintenu</li> </ul>
92 à 93	<b>Fonds de contrepartie</b>	La contribution de la partie marocaine concerne le paiement des salaires et charges récurrentes, la mise à disposition de locaux, et les exonérations des taxes et impôts.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat maintenu</li> </ul>

		La comptabilité y afférente ne peut être qu'approximative et subjective puisqu'elle sera basée essentiellement sur des hypothèses et estimations	
95	L'examen des activités de Passation des Marchés dans le cadre du projet a révélé de graves lacunes au niveau de la planification des marchés au niveau des deux UGP (Ouarzazate et Beni Mellal).	<ul style="list-style-type: none"> <li>La passation des marchés se fait conformément à la réglementation en vigueur et en étroite concertation avec les partenaires.</li> <li>Les nouveaux modèles communiqués par la Mission de supervision de septembre 2019 vont être adoptés dorénavant.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mais non pas en parfaite conformité avec les réglementations du FIDA. Constat maintenu.</li> </ul>
96	Les plans de passation des marchés sont préparés à base d'activités au lieu de contrats. Les dates, les différentes étapes et les exigences de la revue du FIDA y manquent. En conséquence, le projet ne sollicite pas la revue du FIDA tout au long du cycle, ce qui nuit à l'exécution du projet. L'examen préalable par le FIDA pour l'ANO doit se faire en conformité avec les seuils établis au niveau de la lettre à l'emprunteur (Réf. Paragraphe 20, page 4 de la lettre et les Directives de Passation des Marchés du FIDA relatifs aux projets)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sera prise en considération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constat validé</li> </ul>
97	Des retards sont constatés au niveau de la mise en œuvre, où seulement 15% des contrats prévus pour 2019 au niveau de Beni Mellal ont été lancés alors qu'aucun contrat n'a été attribué au niveau de Ouarzazate. Ces retards font que le projet risque de ne pas être mis en œuvre efficacement. La coordination centrale et les UGP doivent impérativement utiliser le nouveau modèle de plan de passation des marchés fourni par la mission et de s'en tenir à sa mise en œuvre. D'autres raisons de retards dans la mise en œuvre ont également été notées, comme la disponibilité	<ul style="list-style-type: none"> <li>A la date du 26 septembre, 15 contrats ont été attribués par l'ORMVAO pour un montant total de 59,8 MDH.</li> <li>Au niveau de la DPA de Beni Mellal, dès à présent, la mise à jour du PTBA et du PPM de 2019 et la préparation de ceux de 2020 adoptent les nouveaux modèles. Il est à noter que le rythme de lancement des AO a été accéléré au 2<sup>ème</sup> semestre 2019 pour pallier au retard constaté au 1<sup>er</sup> semestre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bien noté</li> </ul>



	des différents membres du comité durant le processus d'évaluation.		
98	La qualité des spécifications techniques faisant partie du CPS doit être améliorée en fournissant un minimum de détails garantissant l'équité et la transparence des activités de passation de marchés. Les termes de référence, les plans et les spécifications techniques doivent être détaillés et revus par l'assistance techniques avant le lancement des appels d'offres (les détails sont fournis dans la section technique de l'aide-mémoire). En outre, le rôle de l'assistance technique dans les activités d'achat (y compris la préparation des spécifications techniques) n'est pas très clair et doit être documenté.	Les TDR et les Appels d'Offres sont préparés et lancés conformément à la réglementation en vigueur	<ul style="list-style-type: none"> <li>La mission a noté des problèmes de qualité au niveau des CPS. Constat maintenu.</li> </ul>
99	Le recours au «DAO Type» dans les activités de passation de marchés doit être arrêté. Un dossier d'appel d'offres spécifique doit être préparé pour chaque marché avec des exigences techniques spécifiques tout en maintenant la partie administrative standard. Les seuils indiqués dans la lettre à l'emprunteur doivent être pris en considération avant de demander l'avis de non objection du FIDA. Les marchés qui ne dépassent pas les seuils ne seront pas préalablement revus par le Fonds. Seuls les marchés dont la valeur dépasse ces seuils doivent être soumis pour ANO à travers le système NOTUS.	Quoique le Document de conception du projet, dans ses pages 35, 128 et 255, prévoit le recours à des DAO-types, cette recommandation sera prise en considération	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constat maintenu.</li> </ul>
100	Les rapports d'évaluation préparés par les comités d'évaluation doivent être plus détaillés. Le rapport doit inclure une justification adéquate et détaillée du	Les modèles de rapports d'évaluation ont été élaborés en respectant la réglementation en vigueur. Les rapports d'évaluation sont jugés suffisamment clairs pour garantir la transparence.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constat maintenu. Les rapports d'évaluation sont jugés insuffisant pour assurer la transparence du processus.</li> </ul>

	classement et des décisions prises pour chaque exercice de passation de marché. À l'heure actuelle, le processus d'évaluation est trop succinct, préparé sous la forme de compte rendu de réunion. Ceci n'est pas suffisant pour assurer la transparence du processus.		
102	Le cabinet d'assistance technique (Ste Capital RH) qui appui la mise en œuvre du PDRMA a été attribué deux contrats d'études dans le cadre du projet ce qui relève d'un cas de conflits d'intérêts (Contrats no. 99/2018/OR/OZ et 100/2018/OR/OZ). Ces deux contrats doivent être résiliés immédiatement. Aucun paiement ne peut être effectué pour honorer ces contrats à partir des fonds FIDA. Ces deux marchés ne sont pas éligibles au financement et ne doivent pas figurer sur les demandes de remboursements.	L'ORMVAO entamera les procédures de résiliation des deux contrats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat maintenu</li> </ul>
103	En outre, la mission note que les contrats signés ne comportent pas un échéancier de paiement détaillé et spécifique à chaque contrat qui répond aux exigences de son exécution. La mission a également constaté l'absence de registre des contrats au niveau de l'UGP et l'invite à l'instaurer.	Les paiements se font conformément à la réglementation en vigueur au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution des travaux ou des autres prestations.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat maintenu</li> </ul>
106	En outre, Les marchés non prévus dans le PPM approuvé par le FIDA ne peuvent pas être financés par le Fonds. La mission signale en particulier le contrat no. 08/2019 relatif à l'étude de conception architecturale, suivi et contrôle d'exécution du projet de construction de deux (2) unités de stockage frigorifique et de conditionnement des pommes au niveau des communes	Lors de la mise à jour du PPM, tous les marchés relatifs au PTBA de 2019 sont introduits et distingués. Aussi, les nouveaux PPM et PTBA seront transmis au FIDA pour ANO.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat validé</li> </ul>



	territoriales d'Aghbala et Tizi N'Isly dans le cadre du PDRMA.		
--	--	--	--



Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Atlas Mountains Rural Development Project**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 5: Préparation et planification de la mission, mandat, calendrier et personnes rencontrées**

Dates de mission: 16/09/2019 - 4/10/2019

Date du document 02/12/2019

Identifiant du projet 2000001403

Numéro du rapport: 5228-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes

## **Appendice 5: Préparation de la Mission, TdR, Programmes et Personnes rencontrées**

### **Tdr de la mission**

#### **Objectifs de la Mission et produits attendus**

La mission passera en revue l'état de mise en œuvre des recommandations formulées par la mission de supervision précédente et évaluera l'état d'avancement et la performance du projet par rapport aux objectifs de développement. Elle vérifiera la programmation des activités durant la période restante du projet et apportera des propositions concrètes et pratiques afin d'améliorer le rythme d'exécution du Projet et ses performances en matière de décaissement. De façon spécifique, les termes de référence de chaque membre de la mission sont les suivants :

**Mr. Telahigue Naoufel. Chargé du Programme Pays/Chef de Mission.** La mission sera placée sous la responsabilité générale et la direction technique du Directeur Pays. Il dirigera les contacts avec le Gouvernement ainsi qu'avec les partenaires techniques et financiers (PTFs). Il s'assurera que la mission délivre à temps les outputs, de leur qualité et selon le calendrier établi. Il sera responsable de la coordination et de la supervision de la mission et de ses membres, de la validation de l'aide-mémoire et de sa présentation au Gouvernement. Il dirigera la mission et rencontrera les autorités impliquées dans la mise en œuvre du Projet et du programme pays du FIDA au Maroc. Il sera responsable de la cohérence des recommandations de la mission et coordonnera le travail technique de l'équipe d'appui. Il supervisera la relecture de l'Aide-Mémoire avant sa finalisation et de proposer des notes de Performance en conformité avec le système SRMO. Il sera spécifiquement responsable des tâches suivantes :

- Passer en revue l'état d'avancement du Programme depuis son démarrage ;
- Apprécier la durabilité des actions engagées dans le cadre du Programme, en particulier celles relatives au genre et à l'intégration des jeunes et identifier les stratégies de sortie du Programme et pérennisation des acquis ;
- Apprécier la qualité du ciblage des populations et inclusion des femmes et jeunes initialement prévu par le Programme plus spécifiquement en collaboration avec les consultants ;
- Décrire et identifier/proposer des innovations au niveau du Programme et apprécier les actions engagées en matière de gestion et de diffusion des savoirs et de communication ;
- Identifier les contraintes possibles en termes d'efficacité dans la planification, la mise en œuvre du PTBA et le décaissement et proposer les recommandations nécessaires.
- Rédiger l'aide-mémoire et le rapport de revue à mi-parcours, y compris les appendices et annexes exigés, suivant le format disponible dans le système du FIDA SRMO, et la Lettre de Gestion ;
- Formuler dans le rapport de mission, les appréciations et notes sur la Performance du Programme (de 1 à 6) pour chacun des aspects traités, en conformité avec les sections du formulaire disponible dans SMRO ;

**Mr Nemmaoui Chakib, Chargé d'appui au programme FIDA au Maroc, chargé des aspects institutionnels, partenariats et AT.** Il conduira, en appui au directeur pays (CD) les discussions avec le Gouvernement ainsi qu'avec les partenaires du programme. Il s'assurera que la mission délivre à temps les produits attendus, de leur qualité et selon le calendrier établi. Il sera spécifiquement responsable des aspects du partenariat institutionnel et du Don de la CSS. Il passera en revue les aspects relatifs à l'organisation du Programme et à l'assistance technique et contribuera à la rédaction du rapport de la mission conformément au canevas de rédaction du FIDA. Apprécier la qualité de coordination et de la mise en œuvre globale du projet ainsi que l'efficacité de l'AT au niveau central et au niveau des provinces. Il assurera également la coordination des aspects logistiques pour la bonne conduite de la mission.

**Mr. El Moize Abdelmoumen, consultant, spécialiste en développement des filières végétales.** Il Sera spécifiquement responsable de l'analyse de la mise en œuvre des activités de la Sous-Composante 1 du Programme en relation avec le développement amont et aval des filières végétales, à savoir :

- Apprécier l'état d'avancement de la mobilisation des cadres de l'assistance technique prévus pour cette sous composante. Cette équipe aura comme mission en relation avec les services techniques concernés de la DPA, de planifier, suivre, superviser et évaluer la mise en œuvre de toutes les activités de la sous-composante ;
- Revoir l'état d'avancement des activités programmées pour l'appui au développement de la filière Pomme à l'amont, en particulier la réhabilitation des vergers, le transfert de paquets technologiques de production ; la Programmation des sessions de formations au profit des pomiculteurs sur la conduite des vergers, et la formation des équipes métiers ;
- Revoir l'état d'avancement des activités pour l'appui au développement de la jachère (ensemencement des cultures fourragères);
- Revoir l'état d'avancement pour le lancement des études de faisabilité technique pour la mise en place d'unités de transformation et de valorisation des produits agricoles;
- Proposer/identifier les améliorations et modifications techniques nécessaires (en amont et en aval des filières végétales) afin d'améliorer la performance et l'impact du projet;
- L'identification des coopératives bénéficiaires des investissements en amont et analyser l'efficacité et la pertinence des programmes de renforcement des capacités des agriculteurs et des OPA (coaching, sensibilisation, formation, voyages et visites, installation des champs-écoles, mise en place des équipes-métiers);
- Analyser la capacité des coopératives ciblées pour la prise en charge des unités de valorisation et proposer des actions concrètes et pratiques visant leur renforcement;
- Analyser les contraintes ayant entravé la réalisation des activités prévues (dans le PTBA 2019) en matière de développement des filières et proposer des solutions pour les surmonter;
- Formuler dans le rapport de mission, les appréciations et notes sur la Performance du Programme (de 1 à 6) pour chacun des aspects traités, en conformité avec les sections du formulaire disponible dans SMRO;
- Contribuer à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de supervision suivant le format disponible dans le système ORMS du FIDA et aux recommandations du Chef de mission.

**Mr. Mohamed Hammoudou, Consultant, spécialiste en développement des filières animales.** Il sera spécifiquement responsable de passer en revue la mise en œuvre des activités en relation avec le développement des filières animales, aussi bien au niveau des exploitations agricoles qu'à l'aval des filières. Il s'agira notamment des activités suivantes:

- Evaluer les réalisations quantitatives et qualitatives en matière de développement de la filière animale;
- Analyser l'état d'avancement de la préparation des conventions de partenariat avec l'ANOC, l'INRA, l'ONSSA et l'ICARDA pour la mise en œuvre des activités de la filière viande;
- Analyser l'état d'avancement de l'étude pour la caractérisation des potentialités mellifères et des miels de la zone de Beni Mellal prévue en 2018;
- Aider le projet à formuler un Plan de renforcement des capacités et des moyens des bénéficiaires (individuels et coopératives) pour la filière production animale (sensibilisation, formation, voyages et visites);
- A la lumière de l'état d'avancement des réalisations, identifiez les activités ayant connu des retards d'exécution, en expliquerez les raisons et formulerez des recommandations pour résorber ces retards, en établissant avec l'UCPP un calendrier de mise en œuvre;

- Par ailleurs, vous identifierez les innovations du projet et les actions engagées en matière de gestion et de diffusion des savoirs; apprécierez la qualité du ciblage des populations (petits agriculteurs, inclusion des femmes et des jeunes ainsi que la durabilité des réalisations précitées du programme);
- Participer avec les autres membres de la mission à la notation de la Performance du Programme dans SMRO;
- Remettre au chef de mission les éléments rédigés nécessaires pour l'élaboration de l'aide-mémoire et du rapport de la mission (conformément au format du FIDA dans SMRO en précisant les appréciations et notes chiffrées correspondantes (de 1 à 6) pour chacun des aspects traités.

**Mr Fathi Goucha, consultant, spécialiste en génie rural.** Il sera spécifiquement responsable des tâches suivantes:

- Revoir l'état d'avancement des activités programmées en matière d'études et de travaux sous la Composante 2 concernant les aménagements et infrastructures (PMH, pistes, AEP, points d'eau pour l'abreuvement du cheptel et travaux de CES), en particulier l'Etude diagnostic des ressources en eau qui doit être confiée à un bureau d'études pour l'établissement des projets d'exécution des ouvrages de dérivation et réseaux d'irrigation;
- Examiner la performance et la qualité d'appui de l'assistance technique en matière de planification, suivi des travaux et encadrement des cadres et prestataires;
- Apprécier l'état d'avancement et la qualité des études préalables des aménagements et infrastructures (PMH, pistes) et leurs conclusions et, en cas de besoin, proposer des améliorations;
- Examiner l'état d'avancement des travaux d'aménagement de PMH, de pistes, de CES et des points d'eau;
- Vérifier la conformité des actions engagées par rapport aux prévisions du PTBA 2019;
- Analyser les écarts dans la réalisation des activités liées à ces travaux par rapport aux prévisions du rapport de conception et du PTBA, expliquer les raisons de ces écarts, et faire des recommandations pour en accélérer le rythme de réalisation;
- Examiner les mesures prises par la direction du programme pour assurer l'entretien des aménagements et équipements concernant ces volets et s'assurer en particulier que des conventions dans ce sens ont été conclues;
- Examiner les DAO type relatifs aux infrastructures rurales présentés par le projet pour non-objection du FIDA;
- Contribuer à la mise à jour du cadre des résultats du projet par rapport aux indicateurs fixés dans le cadre logique du programme;
- Contribuer à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de la mission conformément au canevas de rédaction du FIDA et aux recommandations de la revue interne des rapports de supervision;
- Participer avec les autres membres de la mission à la notation de la Performance du Programme dans SMRO;
- Remettre au chef de mission les éléments rédigés nécessaires pour l'élaboration de l'aide-mémoire et du rapport de la mission (conformément au format du FIDA dans SMRO en précisant les appréciations et notes chiffrées correspondantes (de 1 à 6) pour chacun des aspects traités.

**Mme Nathalie Gebrayel, Consultante spécialiste en Passation des marchés.** Sera responsable des tâches suivantes:

- Plan de Passation des marchés: revoir l'avancement du PPM pour l'année en cours et tenir compte de ce qui suit : qualité du plan et vérification de l'inclusion de toutes les étapes nécessaires (par catégories de marchés: biens, travaux et services pour consultation), établissement d'un calendrier réaliste, lignes budgétaires prévues, cohérence avec le PTBA et fournir des commentaires/suggestions pour améliorer la

qualité du PPM et sa présentation. Si la version actuellement mise en œuvre est celle approuvée par le FIDA, proposer des mises à jour du plan;

- Vérifier que le plan est bien utilisé comme un outil de gestion effectif (avec mises à jour d'état d'exécution régulière ; et amendement pour les demandes additionnelles ou modifiées, si besoin);
- Apprécier les procédures de passation des marchés en termes d'efficacité et de transparence et la conformité avec les Directives du FIDA;
- Vérifier la tenue du registre des contrats, les bons de commande et conventions et l'avancement du programme par rapport aux prévisions du Plan de passation des marchés et du PTBA 2019. Le registre contrat doit contenir tous les marchés attribués depuis le début du projet, jusqu'au moment de la mission de RMP;
- Examen d'un échantillon: Sélectionnez un échantillon d'activités/transactions d'achat suffisamment représentatives pour chaque catégorie (biens, travaux, services de consultation) et revoir le cycle du marché en entier, et vérifier les ANO conformément au système NOTUS et à l'accord de financement;
- Système de Classement des marchés: Vérifier le système de classement et la facilité de consultation de la documentation;
- Formuler dans le rapport de mission, des appréciations et des notes chiffrées (de 1 à 6) pour chacun des aspects traités, en conformité avec le format du FIDA et préparer la matrice des risques en matière de passation des marchés;
- Contribuer à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de la mission conformément au canevas de rédaction du FIDA et aux recommandations de la revue des rapports de supervision.

**Mme Zineb Slaoui, Consultante spécialiste en planification et S&E.** Sera responsable des tâches suivantes :

- Analyser les écarts entre réalisations et prévisions contenus dans le rapport de conception et le PTBA et analyser / apprécier les raisons des éventuels écarts (en concertation avec les experts de la mission);
- Évaluer l'efficacité et l'efficacité du système de SE mis en place au niveau de la DDERZM en ce qui concerne sa capacité à collecter, analyser, traiter et gérer les données et la fiabilité des données fournies pour les rapports d'avancement, y compris pour l'estimation des bénéficiaires directs touchés par les activités du Programme;
- Revoir l'état d'avancement de l'enquête de référence du Programme devant servir de comparaison avant et après Programme;
- Apprécier l'état d'avancement de la mobilisation des cadres de l'assistance technique prévus pour le suivi évaluation;
- Analyser la capacité de l'équipe de l'AT à planifier, suivre, superviser et évaluer la mise en œuvre de toutes les activités de la sous-composante;
- En concertation avec les autres membres de la mission, contribuer à la mise à jour du cadre logique du Programme dans SMRO avec les résultats de l'année en cours (2019);
- Identifier les innovations du programme et contribuer à la préparation des sections portant sur les innovations et les leçons apprises;
- Contribuer à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de la mission conformément au canevas de rédaction du FIDA et aux recommandations de la revue interne des rapports de supervision;
- Participer avec les autres membres de la mission à la notation de la Performance du Programme dans SMRO;
- Remettre au chef de mission les éléments rédigés nécessaires pour l'élaboration de l'aide-mémoire et du rapport de la mission (conformément au format du FIDA dans SMRO en précisant les appréciations et notes chiffrées correspondantes (de 1 à 6) pour chacun des aspects traités;
- Appuyer le chef de mission dans l'analyse de la qualité du ciblage des populations et inclusion des femmes et jeunes initialement prévu par le Programme plus



spécifiquement en collaboration avec les consultants.

**Mr. Mohamed Khlass, Consultant, Expert en gestion financière<sup>1</sup>**

### **Livrables**

1. Pour chacun des points précédents, outre les constats, appréciations et recommandations, la mission fixera avec les directeurs du programme et les coordonnateurs des UGP, les mesures convenues, les responsabilités de mise en œuvre et les dates convenues pour leur réalisation.
2. A l'issue de la mission, les documents suivants seront livrés:
  - Un aide-mémoire endossé par la contrepartie marocaine intégrant les commentaires reçus lors des réunions de restitution;
  - un rapport de supervision, y compris le cadre logique mis à jour (avec les résultats 2019), les appendices et annexes exigés, rédigés conjointement, conformément au modèle établi par le FIDA pour le SMRO;
  - Une proposition de Lettre de Gestion résumant les principales conclusions et recommandations de la mission avec un calendrier pour leur mise en œuvre.

### **Itinéraire indicatif de la mission**

3. Les consultants devront suivre l'agenda **provisoire** ci-dessous ou, tout amendement qui sera agréé par le Chef de mission.

<b>Dates</b>	<b>Programme</b>
16 Septembre 2019	Arrivée du Directeur pays
17 et 18 Septembre 2019	Réunion de cadrage avec la DDERZM (DP et CPO)
18 septembre 2019	Arrivée des consultants à Ouarzazate
19 septembre 2019	Réunion de cadrage à l'ORMVAO/ planning
19-25 septembre 2019	Visites de terrain à Ouarzazate et Tinghir
26 septembre 2019	Réunion de restitution et départ pour Beni Mellal
27/28 septembre 2019	Réunion de cadrage à la DPA de Beni Mellal et terrain
29 Septembre 2019	Préparation de l'aide-mémoire
30 septembre 2019	Visites de terrain (continuation)
1 octobre 2019	Réunion de restitution à Beni Mellal et départ à Rabat
2 octobre	Finalisation de l'Aide-Mémoire
3 octobre	Réunion de restitution/DDERZM et départ de la mission

### **Documentation**

Les documents suivants seront mis à la disposition de la mission en version électronique:

- Rapport de conception finale du PDRMA, décembre 2016;
- Rapport de supervision 2018 et sa lettre de gestion;
- PTBA et PPM 2018;
- PTBA et PPM 2019;
- Accord de financement et lettre à l'emprunteur;
- Etats de décaissements du prêt et du Don.

<sup>1</sup> Le mandat de mission et le contrat du consultant financier sont préparés directement par la Division de la Gestion Financière (FMD).